

RÉVOLUTION ou GUERRE

#14

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Semestriel – février 2020



Sommaire

Contre la "solution" capitaliste à ses contradictions, lutte de classe internationale massive !

Situation internationale

La vague de luttes ouvrières internationales

Les grèves en France contre l'attaque sur les retraites

La question des revendications ouvrières (correspondance)

La grève à la General Motors aux États-Unis

Vague de grèves en Finlande

Débat au sein du camp prolétarien

Comment adhérer au GIGC et à un groupe communiste ?

Lettre du Golf Coast Communist Fraction

Lettre du GIGC à Nuevo Curso/Emancipación

La Communist Workers Organization, la revue *Kommunist* (1918) et la période de transition

Texte du mouvement ouvrier

La famille selon la conception marxiste (*Prometeo* #1 1924).

E-mail : intleftcom@gmail.com, site web : www.igcl.org

4 dollars/3 euros

Sommaire

Contre la "solution" capitaliste, lutte de classe internationale massive !	1
Situation internationale	
Les luttes ouvrières	2
Les grèves en France contre l'attaque sur les retraites	3
La question des revendications ouvrières (correspondance)	8
La grève à la General Motors aux États-Unis (Workers Group)	9
Vague de grèves en Finlande (PCI- Le Prolétaire)	11
Débat dans le camp prolétarien	
Comment adhérer au GIGC et à un groupe communiste ?.....	14
Lettre du Golf Coast Communist Fraction	17
Lettre du GIGC à Nuevo Curso/Emancipación	19
La CWO, la revue Kommunist (1918) et la période de transition	23
Texte du mouvement ouvrier	
La famille selon la conception marxiste (<i>Prometeo</i> #1, 1924)	27

Appel à souscription

Nous remercions les lecteurs qui comprennent et soutiennent notre activité sous diverses formes : contributions écrites, matérielles ou financières. La publication, l'impression et l'envoi de notre revue représentent un effort financier important compte tenu des faibles ressources dont nous disposons. L'évolution de la situation vers des affrontements de classes décisifs, l'ensemble des activités de notre organisation (intervention dans la classe, travail de regroupement...), tout cela exige, entre autres, un effort financier important de notre part. Nous appelons tous nos lecteurs intéressés par notre travail et les analyses que nous défendons à nous apporter leur soutien financier sous forme de souscription ainsi qu'à faire connaître notre revue autour d'eux. S'ils veulent recevoir régulièrement la revue et être au courant de nos communiqués, ils peuvent nous envoyer leur email à intleftcom@gmail.com.

Contre la "solution" du capitalisme à ses inévitables et dramatiques contradictions, lutte de classe massive et internationale !

Luttes prolétariennes et "révoltes sociales" se sont multipliées depuis l'été dernier sur toute la planète, touchant tous les continents. La société capitaliste se retrouve dans une période de confrontations de classes massives internationales en raison de l'impasse économique et de la tendance à la guerre impérialiste. L'issue de ces confrontations historiques entre la classe capitaliste et la classe prolétarienne décidera de la voie vers une guerre impérialiste généralisée, la seule voie pour le capitalisme s'il n'est pas détruit, ou la voie vers une période pré-révolutionnaire. Pour être clair, seuls l'insurrection internationale du prolétariat, sa destruction de l'État capitaliste et l'exercice à l'échelle mondiale de sa dictature de classe peuvent empêcher l'humanité entière de tomber dans une catastrophe mondiale.

Les six derniers mois ont montré que les relations capitalistes étaient intenable. La classe dominante n'a pas d'autre choix que d'intensifier la militarisation de ses rivalités économiques, ce qui nécessite l'imposition d'une austérité sur le front intérieur, accompagnée de l'argument collaborationniste de classe selon lequel ces sacrifices économiques doivent être supportés par "tous" (comme d'habitude, le coût de l'impérialisme est payé par l'intensification de l'exploitation du prolétariat) pour accroître la compétitivité par rapport aux autres puissances impérialistes, qu'elles soient officiellement alliées ou ennemies. À l'époque de l'après-guerre froide, le terrain de ces conflits était essentiellement économique, notamment en ce qui concerne la confrontation directe entre les grandes puissances. Cependant, nous avons vu récemment à quel point le lien entre l'engagement militaire et les intérêts commerciaux est étroit, et à quel point les puissances impérialistes sont prêtes à intensifier leurs conflits commerciaux jusqu'au conflit militaire. Un conflit sur l'accès aux ressources énergétiques au large des côtes de Chypre s'est aggravé au point que les autorités grecques envisagent ouvertement un affrontement militaire avec la Turquie. Cette dernière a envoyé des forces militaires en Libye pour aider le gouvernement de Tripoli dans la lutte contre le général Haftar, soutenu par la Russie. En Libye également, le contrôle des ressources pétrolières est un enjeu immédiat, qui concerne de nombreuses puissances concurrentes, comme c'est le cas en Syrie où Trump s'est réjoui de s'être emparé du pétrole. Des fronts

impérialistes se développent à travers l'Afrique du Nord, le Sahel et le Moyen-Orient. Dans ces zones de conflit, l'accès aux ressources énergétiques, aux pipelines et aux voies de navigation est un enjeu direct pour les différentes bourgeoisies nationales.

L'austérité, le chômage et la dégradation des conditions de vie et de travail de larges pans de la population ouvrière ont provoqué des révoltes à caractère prolétarien à des degrés divers dans le monde entier, allant de luttes menées par la petite bourgeoisie faisant appel à l'impérialisme britannique et américain à Hong Kong, à des luttes à caractère prolétarien marqué, dans lesquelles les syndicats et les partis de la gauche capitaliste sont néanmoins fortement présents pour les saboter. Si certaines de ces révoltes ont été orientées autour de revendications typiquement petites-bourgeoises, comme la démission du gouvernement lorsqu'il n'y a pas d'alternative viable à la domination capitaliste, d'autres ont porté sur des revendications de la classe ouvrière et ont été motivées par la dégradation des conditions de vie et de travail. Les prolétaires se sont mobilisés dans des pays du monde entier, notamment au Liban, en Irak, au Chili, en France, aux États-Unis, autour de revendications pour l'emploi, des salaires plus élevés, le paiement des salaires, contre l'augmentation de l'âge de la retraite. Ces luttes sont une réponse à la tentative de la bourgeoisie de faire payer au prolétariat sa crise et de financer la conduite de la guerre en intensifiant l'exploitation, et à ce titre elles sont liées à la lutte contre la guerre impérialiste que les participants à ces luttes en soient conscients ou non. Nous pouvons dire que ces confrontations de classe massives détermineront l'issue de l'alternative historique révolution ou guerre.

Dans cette période, compte tenu des enjeux, il est urgent que les révolutionnaires deviennent l'avant-garde effective de la classe, une tâche qui nécessite la confrontation aux forces politiques bourgeoises intervenant dans la lutte de classe ainsi que le débat et la discussion entre camarades et groupes du camp révolutionnaire pour clarifier ce qui est objectivement dans l'intérêt de la classe et quelles sont les orientations appropriées à mettre en avant lors des luttes. Ce sont là des aspects essentiels du processus de réappropriation du programme communiste et de la formation du parti.

Stavros, 1^{er} février 2020.

Situation internationale

Les différents épisodes de luttes et révoltes sociales massives qui ont traversé tous les continents ces derniers mois répondent à l'offensive de classe de toutes les bourgeoisies nationales et de leurs États. Crise économique, rivalités économiques et impérialistes, perspective de guerre, ne peuvent déboucher que sur une exacerbation des antagonismes de classe sous l'impulsion des classes dominantes. La période qui s'est ouverte peut être caractérisée comme celle de confrontations massives entre les classes dont l'issue déterminera en grande partie la marche à la guerre impérialiste généralisée ou bien l'ouverture d'une perspective pré-révolutionnaire. L'information et l'étude de ces divers affrontements de classe est une des tâches attribuées aux groupes communistes pour pouvoir définir une compréhension générale du cours des événements historiques, toujours déterminés par le rapport de forces entre les classes, par la lutte des classes, et développer leur capacité d'intervention en tant qu'avant-gardes politiques du prolétariat.

Limités par l'espace et la fréquence de notre revue, nous avons dû faire un choix parmi ces différentes mobilisations ouvrières et populaires – parmi celles présentant des caractéristiques prolétariennes. Outre les informations que les médias bourgeois internationaux n'ont pu passer sous silence, le lecteur peut se référer – nous l'invitons à le faire – à la presse révolutionnaire et plus particulièrement communiste. Les sites web de la Tendance communiste internationaliste (<http://www.leftcom.org>), du PCI-Le Prolétaire (<http://www.pcint.org/>), pour ne citer que les groupes communistes les plus actifs¹, ou encore la revue A Free Retriever's Digest (<https://afreeretriever.wordpress.com/>) et Nuevo Curso (<https://nuevocurso.org/>) ont largement mentionné et pris position sur différentes luttes sur les continents américain, asiatique et européen.

Nous avons fait le choix ici d'informer et de prendre position sur trois luttes prolétariennes qui nous semblent, de par leurs caractéristiques et leur dynamique respective, à la fois montrer le chemin à suivre et l'avenir du combat de classe ; et, à travers leurs limites, le terrain principal de l'affrontement de

classe, celui que le prolétariat se doit d'assumer et de mener s'il veut pouvoir déjouer les pièges syndicaux et politiques qui mènent aux défaites et dégager sa voie révolutionnaire. Les grèves de décembre-janvier en France – la mobilisation a toujours cours à l'heure où nous écrivons même si les grèves ont pour leur plus grande part cessé – ont clairement posé la question de la confrontation politique à l'État bourgeois, à sa police bien sûr toujours plus violente, mais surtout à ses forces syndicales et politiques de gauche, pour pouvoir étendre la lutte, ici la grève, à l'ensemble des secteurs prolétariens en France. La grève de la General Motors aux États-Unis vient relativiser, voire démentir, le mythe d'une classe ouvrière américaine en col bleu ne pouvant que voter pour Trump. Et en même temps, elle vient confirmer que toute lutte restant dans la corporation, ici le secteur de l'automobile, imposé par l'appareil syndical en tant qu'organe de l'État capitaliste, est vouée à l'échec. Enfin, largement passée sous silence dans les médias internationaux, l'initiative prolétarienne en Finlande – pays champion du monde du bonheur selon une étude bourgeoise - d'une grève à la Poste et de son début d'extension à tous les principaux secteurs du pays a réussi à faire reculer la bourgeoisie finlandaise, momentanément bien sûr. Contrairement au prolétariat en France qui n'a pas réussi, malgré sa combativité et son expérience, a disputé le contrôle et la direction de la lutte aux syndicats, le prolétariat en Finlande a pris l'initiative du combat et imposé son timing affaiblissant d'autant la maîtrise et le contrôle de l'affrontement par l'État finlandais et ses forces syndicales et politiques.

Nous n'en sommes qu'au tout début des confrontations historiques de classe. Mais d'ores et déjà l'expérience nous enseigne que le prolétariat ne pourra faire l'économie de s'engager résolument dans le combat politique, dans l'affrontement politique, contre les forces étatiques bourgeoises que sont les syndicats et les partis de gauche et gauchistes – tout autant bourgeois que les partis de droite. Revendiquer, se battre, disputer, contrôler la direction politique de chaque lutte, son terrain et ses échéances, contre le sabotage syndical est la voie que les travailleurs de General Motors n'ont su voir, celle que les prolétaires en France ont entrevue mais n'ont pu assumer, celle que le prolétariat en Finlande a su – sans doute dans des circonstances particulièrement favorables qui risquent fort de ne pas se représenter – assumer en partie et ainsi provoquer un recul de la bourgeoisie.

Révolution ou Guerre, 30 janvier 2020.

1 . Nous pourrions aussi mentionner le site web du CCI (<https://world.internationalism.org/>). Néanmoins, les prises de position de ce groupe sur les luttes ouvrières ramènent presque toujours à une position défaitiste sur les luttes ouvrières, théorie de la décomposition oblige, et à une vision idéaliste petite-bourgeoise de la lutte des classes qui se manifeste par la dénonciation comme des pièges, ou des manœuvres de la bourgeoisie, des luttes car non dégagées des forces syndicales et gauchiste et non "pures et auto-organisées". Nous ne pouvons pas développer ici.

2e communiqué sur les grèves en France (4 janvier 2020)

Nous ne publions ici que notre dernier communiqué sur la situation en France qui retrace toute la dynamique de la mobilisation ouvrière depuis septembre dernier. Nous l'accompagnons d'une dernière actualisation sur ce qui s'est passé depuis sa rédaction depuis le 4 janvier. Les lecteurs, surtout ceux ne vivant pas en France, qui voudraient revenir plus en détail sur le déroulement de cette mobilisation et sur l'intervention des révolutionnaires, peuvent se référer à notre prise de position du 2 novembre 2019 (<http://igcl.org/Soutien-actif-aux-grevistes-de-la>) et notre communiqué du 8 décembre (<http://igcl.org/Soutien-actif-aux-grevistes-de-la> et <http://igcl.org/Communique-sur-les-greves-en>).

Les grèves enclenchées le 5 décembre dernier continuent dans un certain nombre de secteurs, particulièrement ceux liés aux services publics. Rappelons à l'attention des lecteurs ne vivant pas en France, que la mobilisation s'est faite contre la suppression des systèmes de retraite au profit d'un nouveau système reculant fortement l'âge de départ effectif et réduisant considérablement, parfois jusqu'à 30%, les pensions. La grève continue à paralyser une grande partie des transports publics, surtout de la région parisienne, malgré les tentatives d'intimidation, de pression, et de répression à la fois des directions et équipes managériales des entreprises en grève (principalement SNCF, les trains nationaux, et RATP, métro, bus et une partie des trains de la région parisienne) et de la police, en particulier lors des manifestations et des piquets de grève. Malgré les provocations du gouvernement et la propagande des médias, le mouvement continue encore de bénéficier d'un soutien et d'une *sympathie*, d'une majorité de la population selon les sondages ².

Après les deux semaines de fêtes de Noël, les enseignants vont rentrer de vacances ce lundi 7 [en fait le lundi 6 janvier]. C'est ce même jour [en fait le lendemain ³] que le gouvernement recevra tous les syndicats. Le fait qu'il n'y ait pas eu de discussion ou négociations officielles depuis le 18 [décembre] montre bien que le gouvernement a essayé de jouer la carte du pourrissement de la grève sans essayer de résoudre la situation et les difficultés quotidiennes épuisantes de centaines de milliers de voyageurs allant au travail ; et d'autre part d'enfermer les grévistes dans une grève longue et exténuante physiquement et financièrement - beaucoup en sont à un mois de grève, c'est-à-dire un salaire en moins! Il est fort probable que ce lundi [en réalité mardi 7] le gouvernement accorde quelques petites concessions d'ordre secondaire, aux syndicats dits "réformistes", la CFDT et l'UNSA, pour qu'ils puissent appeler à arrêter la grève avec un minimum de

crédibilité aux yeux de leur "base" et de "l'opinion publique". Si tel est le cas, les media titreront sur la division syndicale, le reflux de la grève et la diminution du nombre de grévistes. Jeudi 9, les syndicats "les plus à gauche", la CGT, FO, SUD, FSU, réunis en intersyndicale, organisent une 4e journée d'action et de manifestation "interprofessionnelles". Selon, l'ampleur de la participation à la grève, dans l'éducation en particulier, voire dans d'autres secteurs, et le résultat des négociations du lundi [mardi], la journée du 9 marquera la fin, ou le début de la fin, de la grève et l'échec de la mobilisation pour faire reculer le gouvernement ou bien... une redistribution des cartes, un bouleversement des lignes et des forces qui s'affrontent dans cette mobilisation. Mais alors on peut penser que le moteur de la grève actuelle, les cheminots et les travailleurs de la RATP, exténués, devra être assumé par un autre, ou d'autres, secteur...

Comment en est-on arrivé là ? Quel fut le déroulé de la lutte jusqu'à aujourd'hui et quelles ont été les différentes batailles, les différents épisodes ? Et quelle intervention les révolutionnaires ont-ils, et devaient-ils, mener en fonction des différentes situations et moments?

Dans le communiqué précédent du 8 décembre⁴, après avoir rappelé dans quel contexte international de lutte et de révoltes populaires nous nous trouvons aujourd'hui, nous avons essayé de présenter le processus qui a mené de la grève massive à la RATP du 13 septembre jusqu'à la journée d'action syndicale du 5 décembre et au début de la grève reconductible. En particulier, nous rappelions l'importance qu'aurait pu prendre l'extension de la grève sauvage du centre de maintenance des TGV SNCF de Châtillon fin octobre, elle-même précédée d'un arrêt de trois jours du trafic national suite à un accident, si elle s'était étendue : elle aurait ainsi ôté l'initiative et le contrôle de la lutte aux syndicats en anticipant sur la journée d'action du 5 décembre. La fin de cette grève, "victorieuse" car la direction s'empressa de céder aux revendications locales, referma ce moment et redonna de fait la main aux syndicats jusqu'au 5, et même jusqu'à la journée du 10. Nous terminions ce communiqué par l'affirmation

2 . Encore ces jours-ci, et selon les sondages de la bourgeoisie, plus de 50% de la population française soutient le mouvement de grève, seuls 35% sont contre, et 15% ne se prononcent pas... Plus de 70% des actifs soutiennent la grève!

3 . Lors de la rédaction de ce communiqué, nous avons confondu le lundi 6 janvier avec le mardi 7. Nous corrigeons ici entre crochets tout en gardant la version originale.

4 . <http://www.igcl.org/Communique-sur-les-greves-en>.

suiivante qui semble s'être vérifiée à ce jour :

« Certes, la bourgeoisie et ses syndicats contrôlent la situation; en particulier et très certainement, il en ira ainsi d'ici à mardi-mercredi [10/11 décembre, jours de la 2e journée d'action et des rencontres syndicats-gouvernement]. Il n'en reste pas moins que la volonté de lutte est forte et qu'une sorte de bras-de-fer s'est engagé avec le gouvernement. Et c'est là-aussi où le prolétariat peut s'engager dans une impasse. Le risque pour l'ensemble des prolétaires est d'attendre simplement et passivement dans l'espoir que le blocage des transports fasse céder le gouvernement au lieu d'entrer ouvertement dans la lutte ».

Du 10 au 17 décembre...

La journée d'action du 10 décembre a vu une participation à la grève et aux manifestations moins fortes que lors du 5 (800 000 manifestants contre 1 million et demi selon la CGT). Selon nous, cette baisse de la participation s'explique en grande partie par l'absence de perspectives réelles de généralisation du mouvement au-delà des secteurs traditionnellement en lutte (cheminots en particulier). À l'issue de la journée, il pouvait sembler que la maîtrise de la situation par l'État, principalement gouvernement et syndicats, s'était encore renforcée... jusqu'à ce que le premier ministre prenne la parole le soir même.

Alors que tout le monde s'attendait à ce qu'il annonce quelques concessions (tel le retrait de l'âge pivot ⁵) que les syndicats "modérés" se seraient empressés de saluer pour appeler à la reprise du travail, il réaffirma l'ensemble du projet tel quel au grand dam de la CFDT qui fut alors obligée de se joindre à la journée d'action prévue le 17. Nous ne pouvons revenir ici sur les raisons possibles immédiates, tactique, maladresse, etc. d'une telle attitude sans concession. Par contre, nous savons qu'*objectivement*, du fait de la crise et situation économiques du capitalisme, les bourgeoisies nationales ont vu leur marge de manœuvres "économiques" et financières" se réduire considérablement...

Il nous a semblé alors que la "fenêtre" de l'extension, fermée depuis le 5, se ré-ouvrait - certes timidement. Voilà pourquoi nous avons diffusé notre tract du 11 *Tout faire pour aider le privé à s'engager dans la lutte!*⁶:

« Entraîner, encourager, aider, les travailleurs du privé à s'engager dans la lutte et la grève est la priorité de l'heure si on veut faire reculer le gouvernement ! Le blocage des transports n'y suffira pas. La grève par

procuration qui fait reposer tout le poids du combat en grande partie sur les seuls cheminots et les travailleurs de la RATP ne peut mener qu'à l'impasse et à l'épuisement des grévistes. La fenêtre de tir, l'opportunité, l'occasion, d'entraîner et d'étendre la grève aux prolétaires du privé est encore là. Au moins d'ici au prochain mardi 17 et aux manifestations de ce jour. Après, il est fort possible que la grève, réduite aux seuls cheminots et travailleurs de la RATP pour l'essentiel, se réduise à une lutte "bras-de-fer" sans autre but que durer le plus longtemps. À ce jeu, la bourgeoisie et tout l'appareil d'État seront les plus forts. Ils contrôleront, ne serait-ce qu'au moyen des syndicats, la situation et pourront attendre que la lutte s'épuise d'elle-même. Comme pour les cheminots en 2018 ».

Notre tract fut accueilli très favorablement là où il put être diffusé⁷. Mais nous ne fûmes pas les seuls à avancer ce mot d'ordre d'extension vers le privé. En particulier, de nombreuses AG interpro, organisées sur des bases locales ou régionales, composées en grande partie de grévistes, mais aussi de non grévistes, adoptèrent cette orientation et essayèrent de la mettre en place : piquets de grève (aux dépôts de bus RATP en particulier), délégations et diffusions de tracts aux entreprises, blocage de certains ports (Le Havre, Rouen...) ou de zones industrielles, agitation pour la grève dans les centres commerciaux, manifestations de rue, soit au niveau de la ville, soit du quartier, tenue de réunion ouverte à tous, etc. En fait, une opposition, souvent implicite et silencieuse, non frontale, s'est développée dans ces organismes sur les modalités et la détermination à mettre en place pour tout faire pour l'extension aux autres secteurs, entre les appareils syndicalistes de base, car il s'agit bien aussi d'appareils, et une partie des participants à ces assemblées. D'une certaine manière, l'opposition qui avait émergé entre les grévistes "sauvages" du centre de maintenance de Châtillon fin octobre et le syndicat SUD principalement (cf. notre communiqué du 8) s'est reproduit à l'identique: les uns essayant de ramener sur les échéances des journées d'action, c'est-à-dire sur le terrain syndical, et les autres essayant de briser cette maîtrise syndicale sur les temps forts et les orientations de la lutte elle-même.

Il n'en reste pas moins que l'orientation d'extension et généralisation "nationale" ne s'est pas réalisée durant cette période et que, malgré une participation à la grève et aux manifestations aussi importante que le 5, la journée du 17 est venue, de fait, refermer cette fenêtre ouverte sur la généralisation de la grève. Le

5 . Chacun pourrait partir à la retraite à 62 ans mais avec une décote "à vie" sur sa pension de 5% par année de cotisation manquante - il en faut 42 - jusqu'à l'âge de 64 ans. De fait, l'âge effectif est reculé au moins jusqu'à 64 ans.

6 . <http://www.igcl.org/Tout-faire-pour-aider-le-privé-a-s>.

7 . Même si certains, cheminots en particulier, nous ont rapporté qu'en certaines assemblées, ils ont dû subir l'hostilité plus ou moins affichée des syndicalistes, voire leur tentative d'empêcher la diffusion, lorsqu'ils l'ont reproduit.

risque passé (d'autant que trois jours plus tard, les enseignants très mobilisés étaient en vacances), la bourgeoisie poussa aussitôt son avantage : le soir même, le gouvernement annonça la reprise des discussions avec les syndicats pour le... 7 janvier. L'UNSA et la CFDT renouvelèrent leur appel à la trêve de Noël, bref à arrêter la grève. Et l'intersyndicale, elle, fixa une 4e journée d'action au... 9 janvier ! Le report de ces échéances, en particulier la journée d'action fixée au 9, furent vécues comme un véritable sabotage de la mobilisation par de nombreuses assemblées de grévistes - ce qui est venu renforcer encore plus le développement d'assemblées locales et d'initiatives "interpro".

Les deux semaines de fêtes

Durant deux semaines, les grévistes se retrouvèrent quasi seuls, y compris sur les plateaux TV et les media. Les enseignants en vacances scolaires quinze jours, une partie des prolétaires du pays étant autant préoccupés par les fêtes de famille que par la mobilisation, Noël et Nouvel An au milieu de la semaine, le gouvernement put afficher sans risque et de manière provocante son propre départ en vacances accompagné qu'il était par la disparition des dirigeants syndicaux. Alors que la grève continuait ! Les grévistes n'eurent d'autre choix, d'autre perspective que de la faire durer jusqu'au 9 janvier, *tenir et tenir encore et encore*, jour après jour, usant ainsi beaucoup d'énergie dans ce combat qui les enferme chaque jour un peu plus. Mais il n'en va pas que des grévistes. C'est aussi l'ensemble du prolétariat en France, ses grandes masses travaillant dans le privé, qu'il s'agisse de l'industrie, du commerce et des services, qui s'est installé dans la grève par "procuration", souhaitant que les cheminots et autres durent le plus longtemps possible, leur apportant même leur sympathie, mais incapables de les rejoindre dans la grève ouverte.

Notre tract et l'intervention directe pour l'extension perdaient à ce moment là toute actualité, ses orientations et mots d'ordre toute effectivité. Il convenait d'adapter notre intervention directe en fonction de l'évolution du rapport de force immédiat dans cette lutte, c'est-à-dire en fonction du succès relatif de la bourgeoisie pour enfermer les grévistes de la SNCF et RATP principalement, même si pas uniquement, dans la grève longue.

« Nous reproduisons ici le tract que le PCI-Le Prolétaire diffuse actuellement et daté d'hier soir. Nous en partageons les positions, l'analyse de la situation immédiate et les orientations de lutte que les communistes doivent mettre en avant ces jours-ci, c'est-à-dire durant les semaines de Noël et du nouvel An, malgré les vacances et le sabotage syndical. Tout particulièrement l'appel, aujourd'hui, en ce moment

précis, après l'épisode qui s'est refermé le 17, à l'organisation de comités de grève, d'AG interpro, de piquets de grève, etc. "pour étendre et unifier le mouvement". Nous invitons tous ceux qui en partageraient les orientations à diffuser ce tract autour d'eux et dans les assemblées générales et manifestations. Le GIGC, 22 décembre 2019 ».

Il nous semblait alors que le poids de l'intervention devait porter sur les "initiatives locales", tels les AG interpro, afin de favoriser au mieux le regroupement des travailleurs les plus combattifs afin qu'ils puissent s'organiser et mener la bataille contre les manœuvres syndicales; voire pouvoir effectuer une ou des extensions locales, géographiques. Pour nous, les orientations avancées par le tract du PCI correspondaient aux nécessités de la lutte de ce moment là :

*« Contre ce **sabotage**, ouvert ou non, d'appareils syndicaux complètement intégrés dans le réseau bourgeois de maintien de l'ordre social, le salut réside uniquement dans l'organisation de la lutte sur des bases de classe. Déjà en de nombreux endroits des comités de grève se sont constitués pour diriger le combat, des assemblées générales « interprofessionnelles » se tiennent pour étendre et unifier le mouvement par-dessus les différences de métier et de corporation, des piquets de grève effectifs sont mis en place, et des appels à des journées nationales de mobilisation sont lancés par les grévistes pour contourner le blocage des appareils. Ces initiatives sont encore limitées, mais elles indiquent la voie à suivre pour les travailleurs dans la lutte en cours et dans les luttes à venir contre toutes les attaques bourgeoises » (tract du PCI, 21 décembre).*

Pour l'heure, il nous semble qu'il faut maintenir cette orientation au moins jusqu'à lundi. Cette période, qui s'achèvera demain par des manifestations "locales" appelées principalement par SUD et de nombreuses sections locales ou d'entreprise CGT, a vu un maintien de la mobilisation et des initiatives diverses et variées d'ordre local. En même temps, la répression tant sur les piquets de grève que dans les manifestations, hier encore à Paris par exemple, de la part de la police et de l'encadrement de la RATP en particulier, les tensions (relatives mais croissantes) entre grévistes et non grévistes, se sont aggravées, signe que la bourgeoisie sent bien qu'aujourd'hui, la situation étant sous contrôle, elle peut commencer à penser à accroître encore plus la répression et à infliger une défaite la plus large et profond possible.

Réalité, difficultés et limites des assemblées de grévistes et des AG interpro

Nous avons relevé qu'une opposition plus ou moins ouverte a tendu à émerger au sein des "organismes à la

base", assemblées de grévistes, AG interpro, etc. Nous avons aussi relevé que quelques uns de nos correspondants ont regretté la mise en avant d'une certaine critique des syndicats après les 17 et 18 décembre dans le tract du PCI. Il est effectivement difficile, lorsque la grève dure depuis un mois au prix de sacrifices financiers et d'une débauche d'énergie permanente, de questionner ouvertement la conduite de la grève. Pourtant, les assemblées de grévistes et autres ne peuvent se résumer à une succession d'interventions où chacun raconte que son lieu de travail est en grève à x% depuis le 5, que tout le monde reste déterminé, et que la grève continuera jusqu'au bout et aux applaudissements qui ponctuent ces déclamations en apparence volontaires, énergiques et radicales. C'est se rassurer facilement entre "convaincus". Cela peut être reconfortant et chaleureux. Mais ne suffit pas à l'efficacité du combat et de la grève. Les assemblées doivent discuter, débattre et décider des orientations et des décisions à prendre en confrontant les diverses propositions. Sinon, elles sont laissées au contrôle et au bon vouloir des appareils syndicaux, y compris de base. Et le fait que la grève soit votée formellement tous les jours ne change rien à l'affaire. Voici des extraits d'un entretien d'une gréviste de la SNCF publié sur le site Paris-luttes info (<https://paris-luttes.info/le-nombre-est-la-mais-il-manque-13200>) qui relève assez bien l'opposition que nous relevions plus haut au sein des AG et les difficultés auxquelles le prolétariat en lutte se trouve confronté aujourd'hui même dans cette mobilisation.

« Dans le dépôt de Vaires-sur-Marne en AG, on est assez nombreux, cela va de 50 à 200 personnes, on est ouvert aux autres secteurs en lutte, enseignants, RATP, hospitaliers, postiers... On a très vite créé le Comité de grève de Vaires-sur-Marne qui se réunit deux fois par semaine pour proposer des actions, c'était une évidence pour tout le monde : la grève appartient aux grévistes et à personne d'autre. Ça permet d'animer la grève en dehors des manifestations syndicales parisiennes. (...) Cela étant, les AG dans l'ensemble du territoire, on ne sait pas exactement ce que ça donne. C'est bien dommage, car en 1986 il y avait un Comité central de grève, une coordination nationale qui permettait de collecter toutes les informations sur le nombre réel de grévistes, mais aussi de coordonner les opérations un peu plus radicales. Un comité de grève francilien est en train de se former, mais avec encore énormément de limites. (...).

– Que penses-tu des tentatives de coordination, type AG interpro, qui ont eu lieu à Paris ? J'ai le sentiment qu'elles restent assez largement limitées aux militants (trotskistes, autonomes, syndicaux) et peinent à s'élargir... [question de Paris-luttes info].

– Oui, je le disais plus haut, les AG interpro et différentes coordinations ont leurs limites même si la volonté de vouloir donner aux grévistes un lieu démocratique d'union et de réunion est positive. Le fait est que l'on y retrouve toujours les mêmes personnes, les mêmes militants syndicaux, autonomes, politiques et autres. La question est comment peut-on élargir ces coordinations ou ces AG alors que la plupart des gens ont une méfiance exacerbée de la cooptation et de la récupération. À qui cela profite-t-il ? Nous n'arriverons jamais à gagner quoique ce soit si, peu importe l'organisation dans laquelle on milite, on n'arrive pas à se remettre en question et à laisser l'initiative à d'autres personnes, à pousser un maximum de gens à prendre la parole, à exprimer leurs idées, que les textes soient les fruits d'une émanation commune, etc.» (Entretien avec T., cheminote et gilet jaune, Paris-luttes-info, 31 décembre 2019, souligné par nous).

Cette expérience nous semble confirmer l'orientation que nous mettons en avant plus haut, au moins jusqu'à ce lundi. L'intervention des révolutionnaires devrait aujourd'hui se concentrer dans ces assemblées pour, comme l'indiquait le tract du PCI, regrouper les énergies et les importantes minorités de prolétaires, grévistes ou non, qui restent mobilisés. Plus concrètement et à l'approche d'une semaine dans laquelle il est fort probable que les dernières batailles vont se mener, la capacité de ces minorités, regroupant des milliers de prolétaires, pour se regrouper et se centraliser au niveau national serait un premier pas vers une alternative au sort de cette mobilisation auquel travaillent les syndicats. Comme le dit la camarade à Paris-luttes-info, l'ébauche d'une coordination nationale, ou du moins dans un premier temps de coordinations régionales, locales, permettrait à celle-ci de faire un appel national, d'adopter des motions, de diffuser des tracts pour l'extension de la grève, de défiler sous sa bannière lors des manifestations avec des mots d'ordre propres et, plus particulièrement dans le moment actuel, de disputer aux syndicats la direction véritable de la lutte.

Voilà donc où, selon nous, nous en sommes aujourd'hui, vendredi 4, dans cette lutte prolétarienne. Outre l'objectif d'informer le plus grand nombre en France comme à destination des camarades des autres pays et continents, nous soumettons cette analyse du développement de la grève et l'adaptation de notre intervention - certes limitée du fait de nos faibles, très faibles, forces en France - en fonction des moments et des nécessités de la lutte à l'ensemble des prolétaires et aux groupes communistes et révolutionnaires.

Le GIGC, vendredi 4 janvier 2020.

PS. Dernière minute: au moment même de rendre public ce communiqué, nous venons d'apprendre que

l'intersyndicale rajoute une autre journée d'action le samedi 11, soit deux jours après la journée du 9. "Pour faire participer les prolétaires du privé qui ne sont pas en grève" selon les syndicats. Nous ne sommes pas capables de dire à cette heure si cette nouvelle journée syndicale répond à une forte poussée ouvrière dans le privé et cherche à court-circuiter les tentatives et initiatives locales des AG *interpro* et autres pour l'extension ou bien si elle vise simplement à accélérer une éventuelle fin de grève...

Depuis le 4 janvier...

Jouant une fois de plus la montre et le pourrissement de la grève, le gouvernement a finalement repoussé au lendemain de la journée d'action syndicale du 9 janvier l'annonce du retrait provisoire de l'âge pivot afin de permettre aux syndicats CFDT et UNSA d'appeler à la fin de la grève. Le scénario – que nous annonçons dans le communiqué précédent – prévu depuis la mi-décembre pour provoquer le reflux et la fin du mouvement a dû être repoussé au vendredi 10 janvier du fait de la combativité ouvrière. Pour autant, la manœuvre n'a pas totalement réussi au point que, outre la poursuite des grèves, les sondages de la bourgeoisie n'ont pas indiqué un recul du soutien majoritaire à la grève et du rejet encore plus largement majoritaire du projet gouvernemental.

Dans le même temps, et alors que les cheminots et les travailleurs de la RATP épuisés appelaient désespérément les autres secteurs, surtout du privé, à les rejoindre dans la grève, la CGT appelait au blocage des raffineries – sachant qu'il faut un bon mois minimum pour qu'il y ait pénurie d'essence aux stations service – et au blocage des ports pour... 72 heures à l'occasion des journées d'action. Les prolétaires en grève reconductible depuis le 5 décembre apprenaient ainsi que l'intersyndicale réunissant en particulier la CGT et FO, très implantés dans les raffineries, la CGT étant le syndicat unique des dockers, avait bloqué depuis plus d'un mois l'extension – et non les ports –, y compris dans les secteurs qu'elle contrôle. Le résultat en a été que les journées d'action syndicale ont définitivement pris le pas sur la dynamique ouvrière au point de devenir la seule perspective d'action de "masse" ce qui a fini par isoler les grévistes. Profitant de leur épuisement – 45 jours de grève ! –, l'intersyndicale a donc appelé à une nouvelle journée d'action pour le samedi 11 janvier, deux jours après la précédente, prétextant que les salariés du privé ne pouvant pas faire grève en semaine pouvaient ainsi venir manifester. Ce faisant, au nom de "l'extension", elle fermait définitivement la voie de l'extension de la grève au secteur privé et prenait définitivement la

main, le contrôle sur le mouvement malgré le maintien de la combativité et de la mobilisation.

Pris en tenaille entre d'une part les syndicats appelant à la reprise, CFDT et UNSA, le refus du gouvernement de céder quoique ce soit et les médias, et d'autre part l'intersyndicale ayant saboté de fait l'extension, les grévistes de la SNCF et de la RATP – les autres secteurs en grève, souvent minoritaires, principalement de la fonction publique n'ayant pas la force des deux premiers – se sont retrouvés contraints de reprendre le travail, petit à petit, à partir du lundi 13 janvier. Depuis lors, seuls quelques noyaux ou secteurs isolés – la radio nationale et le ramassage des ordures par exemple – continuent le mouvement. Pour autant la colère et la combativité subsistent et de nombreuses initiatives locales et momentanées, en particulier des manifestations, continuent de se développer par des groupes d'ouvriers, souvent regroupés en AG *interpro* – c'est-à-dire en comité de lutte ou de mobilisation –, souvent dirigées et contrôlées par les gauchistes et le syndicalisme de base. Cette combativité, aujourd'hui minoritaire, contraint l'intersyndicale à organiser d'autres journées d'action, telle celle du 24 janvier ou encore celle du 29. Celle-ci a vu le nombre de participants s'effondrer. La présentation du projet de loi au parlement va être l'occasion pour l'intersyndicale d'appeler encore à de nouvelles journées d'action qu'elle maîtrise maintenant complètement. Sauf rebondissement étranger à la dynamique même de la lutte ouvrière, il est fort probable que le mouvement se termine par un échec du prolétariat en France.

L'incapacité de celui-ci à disputer l'initiative du combat, de son organisation, de ses revendications, de ses objectifs – en particulier l'extension – est la principale leçon qu'il convient d'ores et déjà de tirer de cette lutte. En laissant les syndicats définir le timing de la lutte par les journées d'action, y compris en décembre, le prolétariat est resté sous la coupe et n'a pu se libérer, ou bien dépasser, l'encadrement syndical et le contrôle général de la situation par l'État. Vouloir l'extension et la généralisation de la lutte exige que le prolétariat prenne effectivement sa direction politique et l'initiative contre l'opposition inévitable de l'ensemble des appareils syndicaux, y compris ceux en apparence radicaux et de base. Outre la grève et l'organisation de son extension, en particulier les assemblées générales, le regroupement en comité de lutte ou *assemblée interpro* des minorités et secteurs les plus combatifs ne suffit pas si leur orientation revient à rabattre la dynamique ouvrière sur les échéances et le terrain des journées d'action syndicale, c'est-à-dire sur le terrain des grandes centrales syndicales et du gouvernement.

30 janvier 2020.

Commentaires critiques rapides sur notre communiqué et notre réponse

Tout en recevant des commentaires de soutien et d'accord avec nos orientations, nous avons aussi reçu quelques critiques. Elles portaient essentiellement sur deux points : notre dénonciation des syndicats à partir du 18 et de leur participation, de fait, lors de la période de fêtes, à la fameuse trêve de Noël, c'est-à-dire à la politique de pourrissement mené par le gouvernement afin d'épuiser les secteurs en grève. Elle fut critiquée, en particulier par des cheminots grévistes, car elle portait atteinte à l'unité des assemblées alors même que "malgré tout, les syndicats appelaient à la journée du 9 janvier". Très rapidement sur ce point : pour nous, l'unité des travailleurs n'est pas dans l'unité des syndicats, mais dans la dynamique des assemblées générales à étendre et unifier la lutte, ici la grève, dynamique à laquelle les syndicats qu'ils soient de "droite" (CFDT, UNSA) ou de "gauche" (CGT, FO...) s'opposent toujours et cherchent à saboter. L'autre critique a porté sur l'attention que nous portions aux revendications. Nous publions ci-après un échange avec un camarade.

Bonjour,

Il serait temps de rentrer en contact avec Francis Cousin et le groupe maximaliste "Guerre De Classe" afin de sortir de vos ambitions réformistes. La retraite à 60 ans et les augmentations salariales ne sont pas des solutions révolutionnaires, ce sont des revendications syndicales qui nous maintiennent enfermés dans le carcan capitaliste. La retraite à 60 ans va-t-elle mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme ? Non, elle va seulement en atténuer légèrement les effets. L'augmentation des salaires pour faire quoi ? Pour acheter la paix sociale et que les prolétaires se remettent au boulot sans broncher ? Nous ne voulons pas colorier nos chaînes. Au Diable vos rapiécages comme disait Engels!

ET VIVE LA RÉVOLUTION! VIVE L'ABOLITION DU CAPITAL POUR UNE VIE ENFIN HUMAINE !

<http://guerredeclasse.fr/2019/>

Bien à vous, ReC.

Notre réponse :

Cher camarade,

Désolé de te répondre aussi rapidement et sommairement alors que ta critique mériterait une réponse plus approfondie même s'il s'agit là d'un débat historique qui fut, à notre opinion, déjà tranché dans le passé. Tu nous pardonneras la rapidité de cette réponse et son ton peut-être polémique.

Le "réformiste" n'est pas forcément celui que tu crois. C'est plutôt celui qui réduit ou limite toute revendication à sa seule dimension économique sans en comprendre sa dimension **avant tout** politique dans tout combat de classe du prolétariat. Qu'il s'en empare pour en faire le seul et unique but, et ainsi dévier le combat de classe de son affrontement à l'État capitaliste, ou bien qu'il la rejette par principe abstrait et "radical", voire moral, car elle pourrait corrompre une lutte pure et idéale (ce qui, in fine, mène tout autant à ignorer et s'écarter de l'affrontement politique à l'ensemble de l'appareil d'État), ne change rien à la communauté de démarche de méthode - les deux "erronées" - et d'incompréhension de la dynamique même de la lutte prolétarienne et de la luttes des classes. Dimensions économique et politique s'entrecroisent et sont deux moments du processus de la lutte des classes...

Pour les "marxistes", le combat sur le choix des revendications - lorsqu'il se pose, aucun absolu - vise à imposer des revendications dans lesquelles le plus grand nombre de prolétaires, d'un moment et d'un lieu donnés, puissent se reconnaître et s'engager dans la lutte collective. Les revendications économiques ne sont pas un but en soi mais un moment et un moyen de développement et d'unification de la lutte. Nous acceptons la critique sur les propositions que nous faisons aujourd'hui - les revendications que nous avançons peuvent ne pas être celles qui correspondent aux nécessités de l'extension et de la généralisation du combat. Mais nous maintenons qu'il y a en général un combat à mener contre les revendications avancées par les syndicats et les gauchistes, aujourd'hui, ce lundi et mardi, contre le "simple retrait" du projet. En lien avec le contrôle général actuel de la bourgeoisie, syndicats en tête, sur le développement de cette lutte, cette revendication des syndicats redonne politiquement la main au gouvernement, aux partis de gauche et aux syndicats et impose le terrain bourgeois et il faut la combattre.

Pourquoi la décote? Notre proposition est discutable et à débattre. La suppression de toute décote sur les retraites, qui affecte tout le monde et retarde de fait tous les départs à la retraite au-delà de l'âge légal (-5% par année manquante), non seulement peut rassembler un maximum de prolétaires et les aider à les engager dans la lutte par delà les corporations et les différents systèmes de retraite (sur lesquelles la bourgeoisie veut nous enfermer pour diviser) mais, de plus, il impose au capital le terrain et la logique du prolétariat qui rejette toute considération de "bonne gestion" ou autre argument économique... Maintenant si des camarades, ou des ouvriers avancent la

revendication de 55 ans pour tous, nous n'avons rien contre si elle devient un objectif réel et concret dans lesquels un maximum de prolétaires se reconnaissent et la prennent à leur compte dans le combat. Nous n'avons pas d'absolu "comptable" sur les revendications mais juste une appréciation politique selon les moments et les lieux, selon la dynamique du combat prolétarien. Il en va de même bien sûr pour les revendications salariales même si toute avancée sur ce plan est aussitôt remise en cause par le capital. La lutte de classe pour les salaires est aussi un moment du combat révolutionnaire du prolétariat pour... l'abolition du salariat. Marx l'a très bien expliqué lui-même.

Plus profondément, nous t'invitons à lire (ou relire) *Grève de masse, parti et syndicat* de Rosa Luxemburg (entre autres). Et nous te rappelons que février 1917 démarra [en Russie] sur une manifestation de femmes prolétaires pour le pain, revendication économique, et l'insurrection d'octobre 1917 eut lieu, non pas au nom d'une idée aussi radicale puisse-t-elle être comme celle de *Révolution*, mais pour l'arrêt de la guerre et la paix - revendication au caractère à la fois politique et économique - que seule l'insurrection et la dictature du prolétariat pouvaient assurer.

Donc, attention aux postures radicales qui, bien souvent, ne sont que l'autre face de ce que tu appelles le "réformisme".

Salutations communistes, J. pour le GIGC.

La grève de General Motors aux États-Unis (Workers Group, le novembre 2019)

Les camarades du Workers Group des États-Unis ont publié l'article qui suit et qui fait un bilan de la grève des usines de la General Motors à l'automne dernier. Tiens donc, au pays où soi-disant tous les cols bleus auraient voté pour Trump, il y aurait encore des luttes ouvrières ! Voilà le premier enseignement de cette grève. Les camarades exposent très clairement l'alliance des syndicats avec les compagnies automobiles américaines et avec l'État capitaliste. Ils montrent aussi les limites dont les ouvriers ont souffert au cours de ce combat, en particulier leur incapacité à combattre la main-mise syndicale sur la lutte.

Depuis, les camarades ont publié une deuxième partie à leur article⁸. Cette partie ne revient pas vraiment sur la grève mais aborde uniquement la question syndicale en général et l'organisation dont devraient se doter les travailleurs en lutte. Si nous ne partageons pas la vision qui présente les syndicats « comme des négociateurs et médiateurs » de la force de travail face au capital - pour nous les syndicats aujourd'hui ont avant tout un rôle politique anti-ouvrier au service de l'État capitaliste -, nous sommes d'accord avec les moyens organisationnels que les camarades mettent en avant dans cet article. Nous espérons pouvoir y revenir dans un - le ? - prochain numéro.

Révolution ou guerre.

Solidarité, "sacrifice" et sabotage (Workers Group, 1er novembre 2019, 1er Partie)

La défaite humiliante des travailleurs de GM offre de nombreuses leçons sur les syndicats d'aujourd'hui et les luttes ouvrières de demain. La fin de la grève de 40 jours menée par le syndicat United Auto Workers (UAW) contre General Motors a provoqué colère et frustration parmi de nombreux travailleurs de l'automobile aux États-Unis, s'interrogeant sur ce qu'il faudrait faire maintenant.

Lorsque la grève a commencé le 16 septembre, un grand nombre des plus de 49 000 travailleurs de l'automobile syndiqués à l'UAW étaient non seulement favorables à l'action, mais aussi très clairs sur leurs revendications et ce qu'ils considéreraient comme une victoire : la fin du système de différents contrats pour

les travailleurs fixes, la fin du nombre croissant de travailleurs temporaires en leur donnant un statut permanent, un recul des concessions accordées à l'entreprise par l'UAW dans accord d'entreprise depuis 2007, un engagement à ne plus fermer d'usine et une garantie que les nouveaux produits fabriqués aux États-Unis le seraient par les ouvriers de l'UAW. Modestes, ces revendications auraient été les premiers gains que les travailleurs auraient obtenus dans les négociations contractuelles depuis la fin des années 1970.

De plus, en raison de la pratique de la "négociation pilote", non seulement les travailleurs de la GM, mais aussi ceux de Ford et de Fiat Chrysler auraient bénéficié de la satisfaction de ces revendications.

⁸ . <http://wp2p.workersgroup.org/2019/12/01/solidarity-sacrifice-and-sabotage-part-2/>

Cependant, il fut rapidement clair que les revendications des travailleurs de l'automobile - leur soutien ouvert et catégorique à leurs collègues aux contrats temporaires, leur conviction que plus d'une décennie de "sacrifice" pour maintenir GM à flot après sa faillite et le renflouement du gouvernement devait être récompensé, et ainsi de suite - n'étaient pas partagées par les dirigeants de l'UAW choisis pour négocier avec la direction de GM. *Cela n'aurait dû pas surprendre pour qui connaît l'UAW.*

La réalité, c'est que l'UAW comme institution syndicale n'a jamais voulu appeler à la grève ; elle la fait sous la peur et la pression. Mais nous ne parlons pas de la peur et de la pression exercées par les travailleurs de l'automobile eux-mêmes, mais de la peur et de la pression résultant de l'enquête en cours du gouvernement fédéral sur les liens étroits qui existent entre les dirigeants de l'UAW et la direction des trois grands constructeurs automobiles, les *Big Three*.

Au cours des dernières années, de nombreuses enquêtes sur des faits de corruption, des détournements de fonds et de pots-de-vin commis par de hauts responsables de l'UAW provenant de dirigeants régionaux et parvenus jusqu'au cœur du siège du syndicat, se sont rapprochées dangereusement du siège du président du syndicat, Gary Jones. Plusieurs anciens présidents, vice-présidents et fonctionnaires régionaux ont été inculpés ou désignés comme "témoins assistés" par la justice pour leur rôle dans l'utilisation des fonds syndicaux pour leur propre enrichissement ou dans l'obtention de pots-de-vin pour assurer que des accords d'entreprise soient passés.

Les enquêtes ont tellement érodé le moral et la confiance des travailleurs de l'automobile que l'UAW était mal en point et prêt à tout tenter de rétablir même une petite partie de la confiance dans leur leadership, y compris le recours à une grève - quoique fortement orchestrée et contrôlée.

À bien des égards, la grève, telle qu'elle était organisée, n'était guère plus que du théâtre. L'UAW a donné à GM suffisamment de temps pour constituer un stock de véhicules et d'autres produits nécessaires pour les aider à surmonter l'arrêt de travail. Au moment où l'action a commencé, GM disposait d'un approvisionnement solide qui pouvait durer 87 jours. En d'autres termes, même une grève de deux mois et demi n'aurait pas affaibli la capacité de GM pour vendre des véhicules avec les options souhaitées, ce qui lui permettait de continuer à générer des profits sans avoir à payer l'électricité nécessaire à la production des véhicules (que ce soit la main-d'œuvre des travailleurs de l'automobile ou l'électricité nécessaire aux machines).

De plus, il est tout à fait clair maintenant que la grève *était vouée à l'échec*. Non seulement parce que, comme

à l'accoutumée, elle était dirigée par la "politique de l'injonction" qui a privé les travailleurs de leur capacité à gagner des batailles contre les classes exploiteuses depuis des décennies, mais aussi parce qu'elle n'a jamais été destinée à nuire à l'entreprise ou à ses actionnaires (l'UAW étant une grande entreprise). Les revendications des travailleurs n'ont jamais été sérieusement considérées comme faisant partie de l'ordre du jour, mais comme un outil de propagande pour les garder "en ligne".

Et puis il y a eu la mystérieuse rencontre entre Mary Barra, PDG de GM, et ses principaux collaborateurs, d'un côté, et Gary Jones, président d'UAW, et Terry Dittes, vice-président, quelques jours avant l'annonce de la convention collective. Peu de choses ont été dites ou confirmées au sujet de cette réunion, mais ce qui a été divulgué est centré sur deux mots qu'aucun travailleur ne veut entendre : **Taft-Hartley**⁹. Si les rumeurs sont vraies, la réunion devait informer l'UAW que si un accord n'était pas conclu rapidement, le président Trump aurait invoqué la loi Taft-Hartley sur le "travail forcé" et aurait ordonné aux travailleurs de l'automobile de retourner dans les usines, *accord ou pas accord*.

Le problème avec les syndicats

Même si les syndicats ne représentent que 6,3 % de tous les travailleurs en-dehors des emplois publics, ils continuent d'être considérés comme le seul moyen efficace pour défendre les intérêts de la classe sur les lieux de travail. C'est compréhensible d'un point de vue historique, mais c'est néanmoins un problème central pour les travailleurs d'aujourd'hui.

Historiquement, les syndicats ont été considérés comme un moyen essentiel pour les travailleurs de s'organiser et de se défendre contre les attaques quotidiennes des classes exploiteuses. Des premiers syndicats de métier du XIXe siècle aux syndicats industriels et unis des XXe et XXIe siècles, les syndicats sont encore considérés comme le seul moyen viable de garantir et d'assurer la sécurité de l'emploi et un meilleur niveau de vie - même si, en réalité, rien de tout cela n'est réellement obtenu.

L'adoption de lois comme la loi nationale sur les relations de travail [National Labor Relations Act] a fondamentalement changé le caractère des syndicats. Ils n'étaient plus, ou ne pouvaient plus être, une expression organisée des revendications et des désirs des travailleurs eux-mêmes. La "légalisation" capitaliste, avec son labyrinthe de bureaucratie et de réglementations qui obligeait les syndicats à y

⁹ . La loi Taft-Harley donne le « droit au gouvernement fédéral d'interdire/arrêter une grève qui met en danger la sécurité nationale » (wikipedia).

répondre, les a transformés en *médiateur* et *négoceur collectif du prix de la capacité du travailleur à effectuer un travail*. Ainsi, au lieu d'avoir pour mission principale de défendre ce que les travailleurs ont gagné dans le passé, son rôle est maintenant de créer un accord "équitable" avec les exploités à *leurs conditions*. La "stabilité" et l'"équité" - et, surtout, la préservation de la "compétitivité" capitaliste - sont à l'ordre du jour. **Que les ouvriers soient damnés.**

En outre, le processus de légalisation a exclu les travailleurs eux-mêmes du fonctionnement et de la direction même des syndicats, les postes supérieurs au niveau local étant de plus en plus (et maintenant régulièrement) occupés essentiellement par des éléments des classes exploités : avocats, experts en "relations de travail", statisticiens professionnels et consultants. Occasionnellement, ils comprennent quelques travailleurs qui ont travaillé quelques mois en atelier, principalement pour faire "ouvrier" et camoufler cet état de fait. *Faut-il s'étonner que les salariés des grandes centrales syndicales elles-mêmes soient souvent soumis aux méthodes les plus répugnantes des syndicats ?*

Cette transformation, qui a commencé il y a plus d'un siècle (les premières cibles ayant été les syndicats de cheminots), a initié le processus d'intégration des syndicats dans le système capitaliste en tant que médiateurs collectifs du prix de la force de travail mentionnés ci-dessus. Cette transformation a également ouvert les vannes au flux de l'idéologie des exploités au sein de la classe ouvrière en l'accéléralant et l'intensifiant.

La domination du nationalisme, du corporatisme et du chauvinisme parmi les travailleurs syndiqués, ainsi que l'intensification de l'idéologie qui présente les travailleurs comme étant "idiots" et incapables de diriger les choses par eux-mêmes, sont spécifiquement

conçues pour maintenir les divisions de classe qui maintiennent tous les travailleurs dans une situation de précarité, de peur et de subordination.

Un excellent exemple en est la réaction de l'UAW et de nombreux travailleurs de l'automobile face aux grèves sauvages des travailleurs mexicains dans les *maquiladoras* contre les *Trois Grands* [*The Big Three*, GM, Ford et Chrysler, ndt]. En février dernier, lorsque des dizaines de milliers de travailleurs de l'automobile ont fait grève à Matamoros (Mexique) contre les bas salaires et les conditions de travail horribles dans les usines - deux choses dont se plaignent les travailleurs de l'automobile aux États-Unis et au Canada depuis le début de la sous-traitance - la réponse de l'UAW a été... de *tenir des rassemblements nationalistes brandissant le drapeau américain* et de demander un *boycott des produits fabriqués au Mexique* ! À une époque où la solidarité transfrontalière entre les travailleurs américains et mexicains, luttant pour la même revendication contre les mêmes entreprises, aurait pu gêner les *Big Three* et les affaiblir avant les négociations contractuelles, l'UAW a redonné la main aux patrons en maintenant les travailleurs divisés selon des lignes nationales et en empêchant une véritable unité.

Le point de vue des syndicats selon lequel les gains ne peuvent être obtenus que lorsque les entreprises sont rentables ne fait qu'enchaîner le bien-être et les intérêts des travailleurs à ceux de leurs exploités. Pire encore, il maintient les travailleurs divisés entre eux, y compris au sein d'une même industrie. Les besoins de la classe ouvrière sont subordonnés non seulement à un secteur des capitalistes, mais même à un sous-secteur, où l'humiliation est la seule forme de survie acceptée.

Workers Group, 1e novembre 2019
(<http://wp2p.workersgroup.org/>).

Finlande: Vague de grèves au «pays le plus heureux du monde» (Parti communiste international -Le Proletaire)

L'ONU a publié en mars 2019 son rapport sur le bonheur dans le monde¹⁰ : pour la deuxième année consécutive la Finlande était classée au premier rang. La Finlande est un petit pays nordique de 5,5 millions d'habitants qui a la réputation de jouir d'un Etat-providence modèle. Les médias du monde entier ont ainsi parlé de son projet de créer un revenu universel garanti à tous ses habitants pour éradiquer la pauvreté.

Mais la réalité est moins rose et il semble bien que les

prolétaires finlandais n'ont pas la même opinion sur leurs conditions de vie et de travail que les statisticiens bourgeois de l'ONU. Si nous commençons par ce fameux «revenu universel» institué en 2017, il n'était en réalité qu'au stade d'expérimentation pour deux années. Il ne s'appliquait qu'à 2000 chômeurs de longue durée, tirés au sort, et son montant n'était que de 560 euros, une somme équivalente aux indemnités de chômage dont il prenait la place, le seul avantage pour les bénéficiaires étant qu'il était accordé y compris aux chômeurs en fin de droit. Finalement la mesure n'a pas été reconduite en raison de l'hostilité du patronat et

10 . cf. «World Happiness report», 20/3/19

des couches petites bourgeoises qui se plaignent du niveau trop élevé des dépenses sociales et des impôts qui les financent.

La Finlande était un pays prospère qui, comme d'autres pays du nord de l'Europe, a pu longtemps financer un Etat providence capable de garantir la paix sociale et lier le prolétariat au système capitaliste et à l'État bourgeois. Ce n'est plus le cas; le pays a été durement touché par la crise économique de 2008 dont les conséquences se firent sentir pendant des années. Un exemple symbolique en est la chute de Nokia; l'ancien géant des télécoms n'a échappé à la faillite qu'en se séparant d'une grande partie de ses activités et en supprimant des milliers d'emplois en Finlande et dans le monde. De même l'exploitation forestière et l'industrie papetière qui sont traditionnellement le premier secteur d'activité¹¹ et qui représentent toujours un peu plus de 20% des exportations du pays, ont subi une forte crise. La production de papier a été en majorité délocalisée en Asie et en Amérique Latine et les entreprises les plus faibles ont disparu.

Les difficultés économiques de cet ancien paradis capitaliste ont également touché ou menacé de larges secteurs petits bourgeois; cela a suscité l'apparition d'un parti politique d'extrême droite qui est devenu en quelques années la troisième force politique du pays, «Les Vrais Finlandais». Dans leur programme on trouve en bonne place la «défense des patrons des petites et moyennes entreprises», à côté de la défense de «l'identité finlandaise»¹² et des positions anti-immigrés et eurosceptiques.

Après leur score spectaculaire aux élections législatives de 2015 (19%), les Vrais Finlandais entrèrent au gouvernement dirigé par le Parti du Centre avec le Parti de la Coalition nationale, deux partis bourgeois de droite traditionnels.

L'objectif central de ce gouvernement réactionnaire était le redressement du capitalisme finlandais, ce qui signifiait restaurer le taux de profit en diminuant le «coût du travail» et en réduisant les dépenses sociales.

L'outil principal a été un «pacte de compétitivité» négocié avec les syndicats, censé baisser de 3,5% le coût du travail. Il s'agissait d'un ensemble de mesures d'austérité et anti ouvrières dont les principales étaient le gel des salaires et l'augmentation du temps de travail (3 jours de travail supplémentaires non payés par an), l'augmentation à 65 ans de l'âge de la retraite à partir

de 2025 (âge qui variera par la suite selon l'augmentation de la durée de vie), la baisse des indemnités de chômage, une réduction de 30% du paiement des jours de congé des fonctionnaires, une augmentation des cotisations sociales des salariés (et une baisse équivalente des cotisations des entreprises); par contre du côté patronal le «pacte» prévoyait une baisse des impôts.

En dégradant la situation des prolétaires et des larges masses, ces mesures ont amélioré la santé des entreprises; elles n'ont toutefois pas pu réussir à sortir durablement le pays d'une récession provoquée par la diminution de ses parts de marché à l'exportation. L'impopularité croissante du gouvernement poussa les Vrais Finlandais à quitter le gouvernement en 2017, ce qui provoqua une crise en leur sein, les «modérés» quittant le parti pour rester dans la coalition. Cette crise et son positionnement plus ouvertement à l'extrême droite, n'ont pas affaibli ce parti, contrairement à ce que croyaient les analystes politiques. Les élections législatives d'avril 2019 furent en effet marquées par le recul des partis qui étaient au gouvernement, notamment le Parti du Centre de l'ancien premier ministre, qui connut un véritable effondrement. Le parti social-démocrate remporta le scrutin avec 17,5% des voix, mais il était talonné par les Vrais Finlandais (17,2%). Le nouveau gouvernement fut constitué par une alliance avec les Verts (qui à 12% des voix ont connu un résultat historique), l'«Alliance de gauche» (ex-PC) et... le Parti du Centre; pourtant désavoué par ses électeurs.

En dépit des promesses électorales des partis de gauche, le nouveau gouvernement ne prévoit qu'une atténuation de la politique d'austérité du gouvernement précédent; il s'est engagé en particulier à mener à bien la «réforme» de la sécurité sociale et du système de Santé visant à réduire les coûts en taillant dans les prestations, mise en chantier par le Parti du Centre. Cela ne l'a pas empêché de recevoir le soutien des syndicats, bien plus sensibles à ses promesses d'investissements productifs qu'aux intérêts des prolétaires.

Victoire des grévistes

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps pour que les travailleurs finlandais s'aperçoivent, s'ils en doutaient, de quel côté se trouvait le nouveau gouvernement. La Poste, établissement semi-public, avait décidé dans le cadre de la recherche de la rentabilité de transférer 700 salariés à une filiale, leur infligeant au passage une baisse allant jusqu'à 30% de leur salaire!

Le projet à peine connu, les travailleurs se mirent en grève le 11 novembre. Pendant près de 2 semaines ce furent 10 000 postiers qui suivirent le mouvement, en solidarité avec les travailleurs menacés et pour

11 . 60% de la superficie forestière exploitée appartient à des propriétaires privés (26% à l'Etat et le reste à des compagnies forestières, etc.); ils sont plus de 600 000 (soit près de 14% de la population), la moitié d'entre eux n'ayant que de petites propriétés (moins de 2 hectares).

12 . Ils sont en particulier hostiles à l'apprentissage obligatoire du suédois à l'école. Le suédois est la deuxième langue officielle du pays, la minorité suédophone constituant environ 5% de la population.

revendiquer des hausses de salaire. Mais le conflit s'étendit au-delà de la Poste: des grèves de solidarité se déclenchèrent le 25/11 dans les transports terrestres et aériens, les ferrys, etc.

Quand se profila la menace d'un blocage des ports, voire d'une grève générale, la direction de la Poste retira son projet, sans aucun doute à l'instigation du gouvernement inquiet d'un blocage de l'économie (les exportations, principalement par voie maritime, représentent 40 % du PIB). Quelques jours plus tard le Premier ministre fut contraint de démissionner sous la pression du Parti du Centre qui lui reprochait sa faiblesse par rapport aux travailleurs; c'est la ministre des transports qui a été élue à sa place le 8/12, devenant peut-être à 34 ans la plus jeune cheffe de gouvernement en exercice dans le monde.

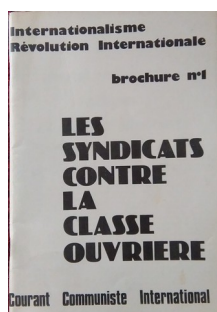
Ce succès indéniable de la lutte prolétarienne a servi d'encouragement aux travailleurs d'autres secteurs. C'est ainsi qu'à partir du 9 décembre, 100 000 travailleurs de l'industrie (chimie, bois pétrole...) et des services ont fait 3 jours de grève, revendiquant des

augmentations de salaire et la fin du travail impayé et plus généralement des mesures anti-sociales que le nouveau gouvernement n'envisage absolument pas d'abroger; depuis septembre une grève des heures supplémentaires non payées est largement suivie.

Le retrait du projet de la Poste n'est qu'une première victoire des travailleurs finlandais face aux attaques qui leur sont infligées et dont le gouvernement actuel, pressé par les capitalistes, n'entend pas les épargner. Mais cette victoire peut et doit servir de leçon pour les luttes à venir et d'exemple pour les prolétaires des autres pays: c'est en rompant avec les pratiques bien ancrées de la collaboration de classe et du consensus social, en se lançant dans une grève illimitée et en faisant appel aux travailleurs des autres secteurs qu'il est possible de faire reculer un gouvernement.

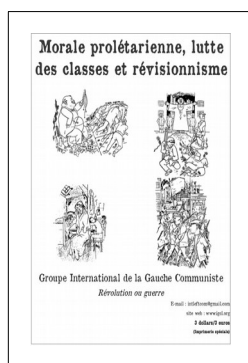
Nul doute que les syndicats finlandais feront tout ce qui est en leur pouvoir pour tenter de faire oublier cette leçon. Aux prolétaires de Finlande et d'ailleurs de s'en souvenir et de la mettre en pratique!

Le Prolétaire n°535, 28/12/19.



Si nous ne reprenons pas nécessairement tout ce qui est avancé dans la brochure du CCI, Les syndicats contre la classe ouvrière, que nous avons réimprimée, nous estimons qu'il s'agit d'un document historique auquel les jeunes générations peuvent se référer aujourd'hui avec intérêt. On peut la commander à l'adresse mail suivante : intleftcom@gmail.com.

Brochures des CI-Klasbatalo et de la FICCI (commande à intleftcom@gmail.com)



Lutte étudiante et assemblées de quartier (Communistes Internationalistes - Klasbatalo)
La dégénérescence de l'IC : le PCF (1924-1927) (Fraction interne du CCI)
Groupe des Travailleurs Marxistes (Mexique, 1938) (Fraction interne du CCI)
La question de la guerre (1935) (Fraction interne du CCI)
Morale prolétarienne, lutte de classes et révisionnisme (Fraction interne du CCI et GIGC)
Les syndicats contre la classe ouvrière (1976) (Fac-similé de la brochure du CCI).



Débat au sein du camp prolétarien

Réponse à un camarade sympathisant sur les conditions d'adhésion au GIGC

Plusieurs camarades, dans différents pays, nous ont interrogé dernièrement sur les conditions et le processus d'adhésion à notre groupe. Nous avons estimé utile de publier l'une de nos réponses à laquelle tout lecteur ou sympathisant pourra se référer. Au-delà des conditions particulières d'adhésion liées aux principes et la plateforme politique propres au GIGC, il nous semble que la méthode que nous présentons ici devrait s'appliquer à tout groupe communiste aujourd'hui. Tout commentaire ou critique seront aussi les bienvenus qu'ils proviennent de militants isolés ou de groupes ou cercles politiques déjà constitués.

Le GIGC au camarade L,

Cher camarade,

Quelles sont les conditions et modalités pour adhérer à notre groupe ? L'adhésion à tout groupe communiste, *a fortiori* au parti communiste de demain, de nouveaux membres est une démarche individuelle qui se fait sur la base d'une conscience, ou conviction, politique et d'une volonté militante : *"Un parti vit quand vivent une doctrine et une méthode d'action. Un parti est une école de pensée politique et en même temps une organisation de combat. Le premier trait est un fait de conscience, le second est un fait de volonté, plus précisément d'effort vers un but "* (Parti et classe, PC d'Italie, 1921¹³). La conscience politique renvoie en premier lieu au programme communiste et, de manière plus immédiate, à la plate-forme politique du groupe ou parti. La volonté renvoie à l'engagement militant au sein d'un corps collectif organisé et centralisé, le *parti*.

La plate-forme politique

D'un point de vue formel, l'accord – tout aussi formel – avec nos positions de base (<http://igcl.org/+Nos-positions>) est la condition et le critère principal de toute adhésion à notre groupe (comme à tout groupe communiste). Mais, comme tu pourras le constater, l'ensemble de ces positions ne constitue pas vraiment une plate-forme politique dans laquelle chaque position, que nous appelons position de classe, est argumentée et présentée dans un cadre global. Cela est dû à plusieurs raisons dont une des principales est que, **jusqu'à ce jour et sans préjuger des circonstances futures**, nous ne considérons pas que le GIGC puisse, ni ne doive, aspirer à constituer le pôle, ni même un des pôles, de regroupement international. Même si nous n'excluons pas de regrouper et d'intégrer de nouveaux camarades à notre combat bien sûr, nous inscrivons l'ensemble de nos activités, outre l'intervention dans

les luttes ouvrières, autour du combat pour le parti et du regroupement international ; c'est-à-dire concrètement autour de la Tendance communiste internationaliste que nous considérons comme étant la principale organisation des forces et courants historiques de la Gauche communiste et la seule en position d'être et d'agir comme pôle historique et international de regroupement, ou de référence, aujourd'hui.

Néanmoins, nos positions de principe, base de toute adhésion à notre groupe, se situent dans le cadre des plate-formes politiques de la TCI et du CCI "d'origine", c'est-à-dire de celle qui n'intègre pas la question de la théorie idéaliste et opportuniste de la décomposition que cette organisation a adoptée dans les années 1990. Cela n'est pas simplement dû au hasard – les origines et trajectoires politiques de nos membres ayant été influencés plutôt par l'un ou l'autre des deux courants selon les cas –, ni à nos seules limites en tant que groupe. Nous estimons que les principales divergences "historiques" entre les deux courants historiques recourent la plus grande partie – pas toutes – des questions essentielles auxquelles le prolétariat et ses minorités politiques sont aujourd'hui confrontés et auxquelles il leur faudra répondre dans la période qui vient. Ces débats devraient être assumés, organisés et systématisés par ces forces et même pouvoir se mener dans le même cadre organisationnel, du moins dans cet espace commun qui constitue le camp prolétarien, ou encore le *parti en devenir*. C'est le sens et un des axes principaux de notre orientation politique depuis notre constitution.

Pour ce qui est de la définition individuelle, ou positionnement, sur nos positions de principe, tu peux te référer à la démarche et à la prise de position qu'un de nos sympathisants, aujourd'hui membre de notre groupe, avait adopté en 2014 : *Prise de position sur les PF de la TCI et du CCI (Révolution ou guerre #2*¹⁴). C'est pour nous un exemple de la méthode qu'il convient d'utiliser pour tout processus de regroupement et

13 . Ce texte fut publié dans la *Rassegna Comunista* du 15 avril 1921 et écrit par Bordiga : https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1921/04/bordiga_19210415.htm.

14 . <http://igcl.org/Prise-de-position-sur-les-plate>.

d'adhésion à un groupe communiste et en assurer au maximum le succès sur le long terme.

Les orientations politiques

Si l'accord "vérifié, c'est-à-dire discuté entre le camarade voulant adhérer et le groupe comme un tout, avec tous les points de la plate-forme, dans notre cas nos positions de base ou de principe, est un préalable pour toute adhésion, celle-ci doit aussi se faire sur la base d'un accord **global** avec les principales orientations politiques du groupe, ou parti, c'est-à-dire avec la "tactique", afin qu'il y ait une homogénéité et unité politiques minimales pour que l'organisme puisse agir le plus efficacement possible – principes et tactiques étant étroitement liés et se devant d'être en cohérence. C'est dans ce sens que la conférence de constitution du GIGC en 2013 avait adopté des Thèses sur la situation internationale (RG #1) et un texte, *Retour critique sur une contribution à un état des lieux de la Gauche communiste*, qui "fut adopté comme texte d'orientation par la conférence de constitution de novembre 2013"¹⁵ (RG #2) qui définissait notre orientation vis-à-vis du camp prolétarien.

Bien évidemment, et contrairement à la plate-forme et aux questions de principe, il ne s'agit pas d'être en accord mot pour mot, point par point, avec des textes abordant les questions de tactique. Nos thèses sur la situation internationale datent de juillet 2013 et, depuis lors, la situation historique internationale a évolué, confirmant certains de nos points, en infirmant d'autres, et en soulevant d'autres encore que les Thèses n'abordaient pas. Il n'en reste pas moins que le cadre fondamental, théorique et politique, de ce document est défini par l'alternative historique *Révolution prolétarienne ou guerre impérialiste généralisée* comme expression ultime de toutes les contradictions du capitalisme et donc facteur principal de l'évolution de sa situation ; et en particulier de l'évolution du rapport de forces historique entre capital et travail, entre la classe capitaliste et le prolétariat. Cette question est donc aussi un point essentiel pour l'intégration à notre groupe aujourd'hui car elle détermine toute notre activité et intervention dans la classe et le camp prolétarien pour lesquelles un minimum d'homogénéité et d'unité politiques sont nécessaires à leur développement et efficacité.

Il en va de même de l'orientation politique à développer dans le combat pour le parti. La conception du camp prolétarien comme un tout, c'est-à-dire avec ses forces et ses faiblesses, son unité et ses contradictions – en particulier sa division entre forces *partidistes* et *antipartidistes*¹⁶ –, le danger permanent

de la pénétration de l'opportunisme politique en son sein et donc du combat à mener contre celui-ci, et le fait que le parti de demain ne pourra se constituer que sur la base de l'héritage programmatique de la Gauche communiste¹⁷, est un point à débattre et clarifier avant toute adhésion au GIGC. En effet, aujourd'hui cette orientation, au même titre que celle définie par l'alternative historique, détermine l'ensemble de nos activités et notre intervention dans les camps prolétarien et révolutionnaire. Cette vision fonde notre position selon laquelle la TCI est dans la période actuelle la seule organisation en capacité et... en devoir de polariser l'ensemble des forces, anciennes et nouvelles, qui s'inscrivent résolument dans le combat pour le parti, les forces que nous appelons les *forces partidistes*. Néanmoins, en soi, cette position ne peut être considérée comme un critère d'adhésion : rien ne garantit, ni même malheureusement n'indique dans la politique actuelle de la TCI, qu'à coup sûr celle-ci assume un jour cette fonction comme elle le devrait et que la situation historique ne finisse pas par changer la donne, redistribuer les cartes, au sein du camp prolétarien.

Engagement militant et l'organisation politique

Enfin, il est un autre "critère" pour adhérer à notre groupe (comme à tout groupe communiste) : celui de la conception de l'organisation politique, de son fonctionnement et du rapport entre le militant et le corps collectif international organisé et centralisé. Ce point est en lien avec la question de la volonté militante. Mais il n'en reste pas moins aussi une question de principe fondamental et, qui plus est, parmi les plus difficiles à débattre et à clarifier. C'est en grande partie dans la pratique militante quotidienne que le militant et... l'organisation clarifient et vérifient la valeur et la justesse de la conception et de la pratique militante collective et centralisée – nous insistons. Voilà pourquoi nous essayons de publier au moins des extraits de nos rapports d'activités internes pour nos réunions générales. Nous te renvoyons au *Rapport d'activités*¹⁸ (RG #12) que notre 2^e réunion générale a adopté en juin dernier et attirons tout spécialement ton attention, au-delà des quelques éléments de notre vie et fonctionnement quotidiens qui y sont mentionnés et qui pourraient t'éclairer sur la réalité de nos activités et de notre fonctionnement, sur ce que nous présentons, et revendiquons, comme la *méthode de parti* à développer et mettre en pratique y compris dans les

revendication formelle du *parti*.

17 . Ce qui ne veut pas dire exclure, ou ignorer, par "principe" les autres forces révolutionnaires qui peuvent exister et qui ne se revendiquent pas de la Gauche communiste.

18 . <http://igcl.org/Comment-lutter-contre-l>.

15 . <http://igcl.org/Retour-critique-sur-une>.

16 . Si nous ne pouvons aborder cette question ici, précisons tout de même qu'elle ne se limite pas, loin s'en faut, à la seule

petits cercles d'aujourd'hui. Tu peux aussi te référer au rapport pour notre 1^{er} réunion générale (RG #6) en 2016. Ce sont donc là les trois "critères" – accord formel avec la plate-forme, accord général avec les orientations, volonté d'engagement militant dans un corps collectif international centralisé – sur lesquels nous estimons qu'une véritable intégration politique puisse se réaliser dans tout groupe communiste, et bien sûr au sein du GIGC lui-même tel qu'il existe aujourd'hui. Véritable intégration ou adhésion insistons-nous, car il ne s'agit pas d'intégrer en soi de nouveaux camarades – de "gagner des militants" pour faire nombre – sans qu'ils soient réellement convaincus des positions de principe, des orientations générales et du fonctionnement du groupe et en capacité réelle de pouvoir les défendre face à la classe et aux autres forces politiques au nom du groupe, ou du parti, d'une part ; et d'autre part en capacité de s'intégrer tout aussi réellement, efficacement, à l'activité collective consciente, internationale, organisée et centralisée du groupe communiste. L'engagement et l'adhésion militants ne constituent donc pas selon nous, ne se limitent pas à, une simple déclaration d'accord et d'adhésion. Il s'agit d'un véritable processus politique, il ne peut en être autrement, entre l'organisation et le militant au cours duquel discussions et clarifications politiques des questions de principe et de tactique s'accompagnent d'une pratique militante commune croissante dans laquelle le nouveau militant, même si formellement non encore membre du groupe, est invité et encouragé à participer. Et dans laquelle le groupe et le militant peuvent vérifier la concordance entre l'accord

programmatique et de principe et leur compréhension militante réelle dans la pratique. C'est vrai pour le nouveau militant bien sûr. Mais c'est aussi vrai pour le groupe comme un tout qui vérifie aussi pour lui-même en cette occasion la cohérence entre ses principes et sa pratique du moment.

(...).

Donc, concrètement, nous te proposons d'engager une discussion systématique des points de notre plate-forme, ou positions de principe, en lien avec les deux plate-formes de la TCI et du CCI. Bien évidemment, nous sommes aussi ouverts à toute autre question de ta part – en particulier sur l'actualité. Nous essayons de privilégier les correspondances écrites ce qui "oblige" à un minimum de méthode et de sérieux pour présenter les positions et les arguments ; et cela tant pour le militant que pour le groupe comme un tout. Le processus de discussion que nous te proposons n'est pas une discussion entre un professeur et son élève, mais un processus dynamique dans lequel les "deux parties", bien qu'inégales – le corps politique collectif, organisé, centralisé et historiquement lié à la Gauche communiste n'a pas le même "poids" historique et politique, ni la même responsabilité, que l'individu militant –, s'enrichissent l'une l'autre et apprennent l'une de l'autre.

(...).

N'hésite pas non plus à nous faire part de tout désaccord ou questionnement sur le contenu de cette lettre et les orientations que nous te proposons.

Salutations fraternelles, le GIGC, le 15 août 2019.

Partie intégrante de nos positions de base : la filiation historique

« Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions ».

Lettre du Gulf Coast Communist Group (30 novembre 2019).

Dans le numéro 12 de cette revue de juillet dernier, nous avons publié les nouvelles positions de base du Gulf Coast Communist Fraction (<https://gulfcoastcommunistfraction.wordpress.com/>), ses nouveaux *Points d'unité*, ainsi que nos *commentaires* (<http://igcl.org/Nouveaux-points-d-unite-du-Gulf> et <http://igcl.org/Lettre-au-GCCF-sur-ses-nouveaux>). Nous publions ici la réponse des camarades et saluons la qualité et le sérieux de son argumentation. Nous leur avons déjà envoyé une première réponse qui porte sur la question de la participation aux élections que les camarades envisagent possible, et même "nécessaire", selon la mobilisation de la classe ouvrière. Nous critiquons et combattons cette position. Nous la publierons dans le prochain numéro. La deuxième réponse porte principalement, et de nouveau, sur la question syndicale. Elle souligne en particulier la différence de compréhension de la dynamique de la lutte des classes - qui transparait aussi dans la justification du GCCF pour participer aux élections en certaines situations exceptionnelles comme le lecteur pourra le voir ci-après. Sans entrer ici dans l'argumentation elle-même, nous pensons que les camarades tendent à ignorer la dynamique même de la lutte des classes et à la considérer de manière statique. En particulier, leur vision tend à les amener à considérer la lutte prolétarienne et l'extension de la conscience de classe dans ses rangs comme une addition d'individus et de consciences individuelles alors qu'il s'agit essentiellement d'une lutte collective, que ce soit une lutte immédiate et locale ou une mobilisation de masse, qui dépasse les individus et leur conscience individuelle. Nous y reviendrons aussi certainement dans le prochain numéro de notre revue.

Chers camarades,

Nous voudrions vous remercier pour la lettre que vous nous avez envoyée qui permet d'avancer dans le débat et les confrontations nécessaires au regroupement de la Gauche communiste. Nous vous envoyons une réponse précisant et répondant à certains des commentaires que vous avez faits sur nos nouveaux points d'unité.

Tout d'abord, il faut préciser clairement : vous parlez de nos points d'unité comme d'une "plate-forme", mais ce n'est pas cela, c'est quelque chose de plus simple ; ce sont les positions unificatrices de base qui constituent notre collectif, mais pas une plate-forme détaillant nos tâches à moyen terme, nos stratégies pour prendre le pouvoir, ou nos tactiques pour intervenir dans des luttes. Nous envisageons d'adopter une plate-forme, mais notre groupement est encore en train de développer une perspective et en est encore au stade de ce que vous avez décrit comme un " cercle de discussion ". Une fois cette clarification établie, nous pourrions répondre à vos commentaires sur nos formulations

L'argument sur le point 2 est que cette formulation est "peu claire" et peut laisser la place à des concessions à la gauche, au radicalisme bourgeois, etc. C'est précisément le cas contraire. "Surmonter" renvoie plus à ce que nous voulions dire qu'à "remplacer". Peut-être essayions-nous d'être trop techniques avec les termes, mais nous utilisons le terme " supersession " ["remplacement" en français, ndt] dans le sens où Hegel ou Marx l'ont utilisé : une élimination ["sublation" en anglais, ndt], une négation déterminée, une préservation et une annulation simultanées de la chose. C'est plus précis que de dire quelque chose comme "abolir" le capitalisme, car cela laisse la place à des significations multiples derrière "abolir". Nous ne

voulons pas simplement et purement "nier" le capitalisme comme le font les anarchistes, nous voulons sublimer/surpasser le capitalisme. Nous voulons préserver la production socialisée et annuler/annihiler la propriété privée de la production. Dire que nous voulons simplement "abolir" ou nier purement et simplement le capitalisme peut être interprété comme signifiant annuler/annihiler à la fois la production socialisée et la propriété privée, ce qui revient à recourir à un mode de production plus archaïque au lieu de le remplacer par un mode de production supérieur.

Nous sommes d'accord avec votre affirmation concernant le point 12 que la dictature du prolétariat doit être établie à l'extérieur et contre le parlement ou les organes législatifs bourgeois, mais cela n'exclut pas nécessairement la possibilité de se présenter aux élections pour des raisons tactiques et ce à des fins purement propagandistes. Si des travailleurs combattifs sont mobilisés sur le terrain électoral, il peut être nécessaire que les révolutionnaires se présentent aux élections pour tenter d'éloigner les travailleurs du terrain électoral et de les attirer sur le terrain de la classe prolétarienne. Nous comprenons que, dans cette période historique, se présenter aux élections est rarement, voire jamais, une tactique productive pour les communistes. Cependant, élever notre abstentionnisme du niveau de la tactique au niveau des principes, c'est habiter la conception anarchiste ahistorique de la question parlementaire ; notre abstentionnisme est d'ordre tactique. Même Amadeo Bordiga a polémique contre la version anarchiste de l'abstentionnisme en 1913¹⁹.

Dans la phase ascendante du capitalisme, les

19 . The "Bordigist" Current (1912-1952) by Philippe Bourrinet. <http://www.left-dis.nl/uk/bordigist.pdf>, 2014

communistes se présentaient aux sièges des organes législatifs pour faire pression sur l'État bourgeois pour qu'il accorde des concessions au prolétariat par des réformes ; mais dans la phase déclinante, avec l'avènement du capitalisme d'État, l'organe exécutif a dépassé l'organe législatif comme lieu du pouvoir politique dans l'État bourgeois. Cela signifie qu'il n'y a plus aucune utilité à ce que les communistes essaient d'obtenir des sièges dans l'appareil législatif de l'État bourgeois. Cette conceptualisation se retrouve également dans la première brochure de Marc Chirik sur la théorie de la décadence : « *A cette époque [ascendante], l'État, tout en cherchant déjà à se hisser au-dessus de la société, est encore largement dominé par des groupes d'intérêts et des fractions du capital qui s'expriment pour une bonne part au niveau du législatif. Celui-ci domine encore nettement l'exécutif : le système parlementaire, la démocratie représentative est une réalité, un terrain où s'affrontent les divers groupes d'intérêt...* [mais dans la période de déclin] *le législatif, dont la fonction initiale est de représenter la société, perd tout son poids devant l'exécutif qui est le sommet de la pyramide étatique* »²⁰. Nous ne pouvons pas gagner des réformes qui élèvent vraiment le prolétariat - c'est seulement contre le système du réformisme et de la "représentation" bourgeoise que nous proposons la possibilité tactique d'utiliser les élections pour dénoncer l'imposture qui est leur base. Nous ne croyons cependant pas qu'il s'agisse d'une tactique qui puisse être utilisée à n'importe quel moment - c'est une tactique qui doit être utilisée de façon minimale et qui n'est potentiellement utile que pendant une période de combativité de classe réelle. En outre, nous demandons au Groupe international de la gauche communiste quelle est son évaluation du Parti communiste internationaliste (*Battaglia Comunista*) aux élections législatives de 1948 en Italie ? Sympathisez-vous davantage avec la fraction bordiguiste qui finira par se constituer au sein du Parti communiste international (*Programme communiste*), ou êtes-vous d'accord avec l'intervention du PCInt lors des élections ?

Il peut y avoir un malentendu au sujet de ce qui est mentionné au point 13. Regardons la section du texte qui peut être à l'origine de la confusion : « *Il est hypothétiquement possible pour les communistes de collaborer avec d'autres communistes qui pensent à tort qu'il est possible pour les communistes de construire des syndicats de base qui ont toujours la fonction qu'ils avaient dans la phase d'ascendance du capital. Mais travailler avec les syndicalistes qui interviennent au nom des appareils syndicaux existant est travailler avec ceux qui agissent pour le compte de l'appareil d'État* ». C'est une référence implicite aux

partis bordiguistes qui croient qu'il est possible de construire des "syndicats rouges". Nous ne rejetons pas la possibilité de travailler avec d'autres véritables militants qui ont des positions confuses sur le rôle de la forme syndicale dans la phase décadente du capitalisme. Pour répondre à l'hypothèse posée : Que faire si la bureaucratie syndicale est forcée, pendant un bref instant, de plaider pour l'extension et l'unité d'une lutte ? Nous soutenons l'extension et l'unité de la lutte, bien sûr. Nous n'endossons cependant pas les syndicalistes-bureaucrates, et nous restons très honnêtes et clairs quant à leur nature en tant que saboteurs de la lutte de classe. Dès que la lutte s'intensifiera en dehors du contrôle de la bureaucratie, il ne fait aucun doute qu'ils changeront d'avis, et il serait insensé d'abandonner toute vigilance à leur égard simplement parce qu'aujourd'hui ils préconisent l'extension de la lutte - demain ils en seront les fossoyeurs.

Nous sommes d'accord que le point 15 est vague. Les communistes ne font pas du pacifisme un fétiche et la lutte armée sera très probablement nécessaire. Le fait est que la révolution ne peut se réduire à une campagne militaire, à la constitution d'une force militaire et à la conquête de "territoire ouvrier" par des manœuvres militaires. Nous défendrions plutôt que la formation de l'Armée rouge pendant la guerre civile russe était un décret nécessaire pour le Parti bolchevique, mais qu'elle reflétait aussi l'isolement de la Révolution russe et qu'elle ne constituait en rien une politique à privilégier dans des conditions qui n'en font pas une nécessité absolue. Nous sommes d'accord avec l'affirmation du courant communiste international selon laquelle le « *terrain militaire [est] propre à la bourgeoisie* »²¹. C'est aussi la raison pour laquelle nous aurions été d'accord avec la ratification du traité de Brest-Litovsk, car lancer le parti bolchevique dans une bataille avec l'empire allemand sur le terrain militaire n'aurait pu que signifier une défaite garantie et une dégénérescence encore plus rapide de la révolution que celle qui s'est finalement imposée.

Pour conclure notre réponse à votre lettre, il convient de noter qu'il s'agit d'une contribution positive au renforcement des liens entre les groupes de la Gauche communiste et à la progression du "parti en procès". En fait, le Gulf Coast Communist Fraction perçoit cette lettre comme une contribution au développement de son propre collectif, passant d'un "cercle de discussion" à une composante politique à part entière du futur parti.

Fraternally, Gulf Coast Communist Fraction

20 . <https://fr.internationalism.org/rinte23/proletariat.htm>.

21 . Pourquoi l'alternative guerre ou révolution ? *Revue internationale* #30, (<https://fr.internationalism.org/rinte30/cours.htm>).

Lettre à Emancipación-Nuevo Curso sur la revendication historique de l'Opposition de gauche (trotskyste) et la 4e Internationale des années 1930

Le GIGC à Emancipación/Nuevo Curso,
Chers camarades,

Dans notre courrier du 10 juillet 2019, après le congrès d'Emancipación, nous vous avons proposé « *de mener un débat contradictoire* » sur votre revendication historique de la 4^e Internationale que le congrès avait adoptée : « *Notre tendance naît comme Gauche communiste internationale, impulsée par l'opposition de la gauche russe dans la lutte contre la dégénérescence de l'Internationale communiste. Elle constitue des fractions externes de gauche (...). Elle fonde la 4e Internationale en 1938 au moment où la voie à une nouvelle guerre mondiale est ouverte par la capitulation sans lutte de l'Internationale face au nazisme en 1933 et surtout après la défaite de la révolution espagnole en 1937...* » (<https://nuevocurso.org/nuestra-tendencia>, traduit par nous). À ce jour, vous n'avez pas répondu à cette proposition. Nous le regrettons d'autant plus que, outre la possible clarification du désaccord entre nous sur cette question, un certain nombre d'ex-militants ou ex-sympathisants trotskistes nous contactent directement pour engager des discussions. Or, la principale difficulté pour ces camarades est, selon nous, de comprendre **l'indispensable nécessité d'accomplir une rupture programmatique, théorique, politique et même militante avec le trotskisme**. Le débat entre nous sur cette question aurait donc une portée beaucoup plus large que le seul champs de nos relations.

1) L'Opposition de gauche de Trotsky et le Fomento Obrero Revolucionario de Munis

Présenter l'*Opposition de gauche* (des années 1930) et ensuite la 4^e Internationale (constituée officiellement en 1938) – c'est-à-dire le courant politique autour de Trotsky avant la 2^e Guerre mondiale – comme faisant partie de la Gauche communiste, alors que les deux courants rompirent clairement au début des années 1930, est une erreur historique et politique aux conséquences négatives d'importance si le point n'est pas clarifié. Bien sûr, il convient de différencier entre le *trotskisme* en tant que courant politique prolétarien dans les années 1930 jusqu'à la guerre et celui incarné par la 4^e Internationale après l'éclatement de la 2^e Guerre impérialiste mondiale, qui abandonne ouvertement les principes de classe en prenant partie pour un camp impérialiste contre l'autre. S'il y a donc bien une différence à faire, cette trahison de classe n'en est pas moins l'aboutissement final du processus opportuniste antérieur qui a affecté le courant trotskisme dès sa constitution "officielle", au début des

années 1930. Et elle marque le passage définitif du trotskisme comme courant politique, et avec lui de ses groupes et partis politiques, dans le camp bourgeois, celui de la contre-révolution. Peu de groupes et individus venant de l'Opposition de gauche réussirent alors à rester fidèles à l'internationalisme prolétarien... **d'autant que cela ne pouvait se faire qu'en rompant avec la 4^e Internationale.**

C'est avec l'une de ces rares expressions, celle de Grandizo Munis et du Fomento Obrero Revolucionario (FOR), qu'Emancipación revendique de fait sa continuité historique. Ce courant politique a réussi effectivement à rompre avec la 4^e Internationale en 1947 (cf. [la lettre](#) de Natalia Trotsky, Benjamin Peret et G. Munis au PCI trotskiste ²²). Même si nous pouvons relever des *réminiscences* trotskistes dans certaines formulations et même positions du FOR, son document programmatique, *Pour un second Manifeste communiste* ²³ (1961), avance clairement des positions de classe : sur l'URSS, les partis de gauche, les syndicats, les luttes de libération nationale, etc. Mais force est de constater qu'elles sont en opposition, en rupture, avec les positions d'origine de l'Opposition de gauche et de la 4^e Internationale d'avant guerre et son cadre théorique et programmatique tel qu'il apparaît en particulier dans le *Programme de transition* ²⁴ de 1938.

2) Opposition de gauche ou Gauche communiste ?

Et c'est là tout le danger pour Emancipación/Nuevo Curso (NC). Jusqu'à aujourd'hui, les prises de position de NC sont clairement des positions de classe que nous saluons et reproduisons régulièrement. Mais, elles ne se situent pas dans le cadre programmatique de la 4^e Internationale et de l'Opposition de gauche de l'avant guerre. Elles en sont même la critique ouverte aux plans théorique et des principes et la négation au plan politique. Cela signifie que la cohérence de classe d'Emancipación et de Nuevo Curso repose seulement sur les capacités individuelles de ses militants, ou de certains d'entre eux, à se maintenir sur ces positions de classe. Et non pas sur un corps collectif politiquement uni et centralisé autour d'un programme et des principes clairs. Que se passera-t-il dans les situations de bouleversement et tempêtes historiques qui ne manqueront pas d'affecter Emancipación, comme tout groupe communiste, et provoquer difficultés, hésitations, doutes, confusions, divergences,

22 . https://www.marxists.org/francais/4int/postwar/1947/06/nt_19470600.htm.

23 . <https://bataillesocialiste.wordpress.com/2009/06/01/pour-un-second-manifeste-communiste-for-1961/>.

24 . <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/trans/tran.htm>.

oppositions, voire crises, en son sein ? Quelle sera alors la référence programmatique pour maintenir un minimum d'unité et définir le cadre des débats et de la confrontation politique ? *Pour un second manifeste* de 1961 ou bien le *Programme de transition* de 1938 adopté par la 4^e Internationale ?

Or le passage de l'un à l'autre se fera d'autant plus facilement, dans le feu des événements, que le *Manifeste* ne rompt pas formellement, ni clairement, avec le *Programme*. Même si le premier estime qu'il convient de « dépasser » le second, il ne le rejette pas au point de reprocher à certains groupes trotskistes d'« interprète[r] de façon droitière le Programme de Transition » ! Sa Préface, écrite en 1965, revendique même toujours une continuité organique et politique avec l'Opposition de gauche sans faire aucun bilan de cette expérience et de sa faillite historique : « *En contraste avec la dégradation réactionnaire de l'Internationale Communiste, l'Opposition de Gauche, qui fut à l'origine de la 4^e Internationale, exprimait la continuité idéologique et organique de la Révolution* ». Pire encore malheureusement, elle en reprend un des fondements : « *Plus que jamais, la crise de l'humanité est une crise de direction révolutionnaire, comme le disait Léon Trotski* ».

La Préface prétend même que « *de la lutte contre la dégénérescence de la 4^e Internationale, sont nées la plupart des idées et des propositions contenues dans le Manifeste ci-après* ». Nul doute que les militants autour de Munis se sont hissés aux positions de classe à partir de **leur rupture individuelle** avec la 4^e. Mais les positions de classe que le FOR, en tant que produit et expression collective, donc politique, du prolétariat, a finalement adoptées, ont surgi et se fondent sur une histoire, des combats, et sur un corps théorique et programmatique différent et **surtout en rupture avec l'Opposition de gauche**. Elles ne sont pas le produit d'une *gauche* de l'Opposition de gauche. Mais de la Gauche communiste dont la lutte, les luttes, contre l'opportunisme et la dégénérescence de l'IC et... ensuite contre l'Opposition de gauche elle-même, fournit le fondement et la cohérence théoriques et politiques des positions de classe et sert de référence pour nous encore aujourd'hui. Mais, quels débats au sein de l'Opposition de gauche ont mené des positions des années 1930 à celles de 1961 ? Quelle bataille politique précisément ? La lettre de juin 1947 avec Natalia Trotsky suffit-elle alors qu'elle se termine par un « *vive la 4^e Internationale !* » ? Quelles leçons théoriques et politiques ? Quels apports de cette *gauche* de l'Opposition de gauche ? Le livre de Munis *Leçons d'une défaite, promesse de victoire* peut-être ?

3) La question du front unique défendue par l'Opposition de gauche trotskiste

La différence fondamentale entre l'Opposition de gauche trotskiste et la Gauche communiste réside dans le fait que la première se revendique des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste alors que la seconde, quels que soient ses courants connus comme telle (gauches dites italienne et germano-hollandaise principalement), se revendique uniquement des deux premiers (1919 et 1920). La divergence d'alors, déjà en germe dès le 2^e congrès de l'IC, se concentre sur l'adoption par les 3^e et 4^e congrès de la tactique du Front unique avec les partis socialistes pourtant passés ouvertement et définitivement à la contre-révolution par leur participation à la défense nationale et à l'union sacrée lors la 1^{er} Guerre impérialiste mondiale ; et par leur opposition sanglante et meurtrière à la révolution russe et aux insurrections ouvrières en Europe centrale, particulièrement celle de janvier 1918 en Allemagne. Trotsky et l'Opposition de gauche sont restés fidèles à cette tactique qui était la conséquence opportuniste du recul de la vague révolutionnaire internationale et de l'isolement croissant de la Russie révolutionnaire. Et ils s'en sont même fait les défenseurs les plus ardents et convaincus... jusqu'à prôner et mettre en pratique la politique dite "d'entrisme" dans les partis socialistes au milieu des années 1930 ! Finalement, la tactique du front unique déboucha sur le front unique anti-fasciste, principale arme idéologique et politique pour l'embrigadement du prolétariat dans la guerre impérialiste. Nous sommes certainement d'accord sur ce dernier point.

Écrit en 1943-1945, le livre de Munis, *Leçons d'une défaite, promesse de victoire*, retrace le développement de la lutte des classes en Espagne durant les années 1930 jusqu'à la défaite de la république espagnole face à Franco et, en son sein, l'intervention de l'Opposition de gauche trotskiste d'alors, en particulier du groupe *Izquierda comunista* dont Munis lui-même fut un membre. À ce titre, nous invitons le plus grand nombre à lire et étudier, de manière critique comme il se doit, ce document inestimable. Mais nous sommes obligés de relever que le livre se situe complètement dans le cadre programmatique et politique du trotskisme d'alors. Et, en particulier, qu'il ne tire aucun bilan critique conséquent de la tactique elle-même du front unique ²⁵

25 . La lettre de 1947 signée par N. Trotsky, B. Peret et G. Munis mentionne explicitement la tactique du front unique. Elle ne la rejette pas en soi, sur le fond de la question, mais défend juste que le front unique n'est plus possible avec le stalinisme, car fer de lance de la contre-révolution : « *Le stalinisme est aujourd'hui absolument incompatible avec toute démocratie prolétarienne. Où que soient apparus des organes de pouvoir révolutionnaire, de l'Espagne à Varsovie, Paris ou Milan, il s'est empressé de les détruire. Le stalinisme ne peut pas permettre que les*

– sans parler de l'entrisme dans les partis socialistes.

Au contraire, il défend et se revendique de la tactique du front unique avec les partis de gauche, particulièrement avec le parti socialiste espagnol (le PSOE), et même avec la CNT-FAI anarchiste. Et cela en 1943, soit juste après l'expérience espagnole dramatique et sanglante du fait même de l'enrôlement du prolétariat derrière le front unique et l'anti-fascisme de 1936 à 1939. Comment le groupe espagnol *Izquierda comunista* (dont le délégué à l'*Alliance ouvrière*, l'organisation du front unique à Madrid, était Munis lui-même), a-t-il mis en pratique la tactique de front unique ?

En 1934, « Deux petites organisations (la *Izquierda comunista* et le bloc ouvrier et paysan²⁶), prirent l'initiative de créer des organismes de front unique [l'*Alianza Obrera*, AO] qui auraient pu se transformer en organes de pouvoir ouvrier (...). Pour la première fois en Espagne, le Front Unique ouvrier était accepté par des organisations de masse aussi importantes que l'UGT [le syndicat socialiste qui, déjà alors, avait fait largement preuve de ses capacités de sabotage des luttes et de son caractère anti-ouvrier, note du GIGC] et le parti socialiste. Le fait aurait pu être décisif pour le triomphe de la révolution, si les socialistes avaient considéré les AO comme un véritable instrument d'unité et d'action ouvrières... » (Munis, *Leçons d'une défaite...*²⁷).

Ce passage nous montre clairement comment Munis, en 1943, défend toujours l'alliance avec le PSOE qui, au moyen du front unique, aurait pu être selon lui et la position trotskiste "traditionnelle" un instrument de l'unité ouvrière et au service des organes du soi-disant "pouvoir ouvrier". Ensuite, il continue sur la même voie en retraçant l'échec et l'impuissance de l'*Alianza Obrera* :

« Mais tous les efforts de la *Izquierda comunista* pour évoluer dans ce sens échouèrent face à la **stupidité** [sic!] socialiste. (...) Que pouvait-on faire avec des **alliés aussi manoeuvriers** qui n'aient totalement le rôle de l'*Alianza obrera* et qui l'éloignaient de plus en plus de son indispensable transformation en **un organisme de front unique démocratique**, susceptible de servir de base au futur **pouvoir révolutionnaire** ? (...) De son côté, dominée par les anarchistes, la CNT était incapable de

révolutionnaires aient la parole. Le modèle du front unique et de gouvernement PS-PC-CGT ne peut en aucune manière faciliter la création des organes de démocratie et de pouvoir prolétariens ».

26 . Les deux finirent pas constituer le POUM en 1935. Munis s'y opposa et rompit. Il finalement constitua la section espagnole Bolchevique-léniniste trotskiste au début de la guerre en Espagne.

27 . chapitre 7, Le "virage à gauche" des socialistes et leur revirement, Éditions science marxiste. Les deux finirent pas constituer le POUM en 1935.

comprendre que sa présence au sein de l'AO aurait brisé la domination socialiste et rendu possible une transformation d'une portée révolutionnaire énorme. Entre l'opportunisme politique des uns et l'opportunisme "apolitique" des autres, l'AO avait les mains liées » (idem²⁸).

Si besoin il y avait d'une confirmation de la validité de la position de la Gauche communiste sur l'impasse du front unique pour le prolétariat, Munis nous l'apporte on ne peut plus clairement²⁹. Tout le chapitre, à vrai dire tout le livre, est le constat – nous ne reprenons pas son qualificatif non politique de *stupide* – que l'*intelligence* bourgeoise et contre-révolutionnaire du parti socialiste, par la suite accompagnée de l'*intelligence* de même nature des staliniens, s'est toujours opposée et a saboté la supposée voie à la révolution espagnole ; et, en passant, il est aussi le constat, amer celui-là, de l'impuissance du groupe dont Munis était membre. C'est la lamentation trotskiste rituelle. Elle provient de sa position opportuniste des années 1930 sur les partis sociaux-démocrates. Les deux premiers congrès de l'IC avaient clairement déclaré **leur passage total et définitif dans le camp bourgeois contre-révolutionnaire**. L'Opposition de gauche et la 4^e Internationale abandonnent ces deux congrès – au moins sur cette question centrale – et se font les apôtres des premiers glissements d'ordre opportuniste des 3^e et 4^e congrès de l'IC qui servirent à justifier la tactique du front unique, avec les conséquences politiques catastrophiques que Munis lui-même, honnête et sincère, est contraint de relever.

4) Lutte des classes réelle ou fantasmée ?

Il est utile, nous semble-t-il, de citer un autre passage du livre qui vient couronner le désarroi théorique et politique qu'a fini par produire la tactique du front unique sur le militant révolutionnaire Munis : « Des organisations ouvrières fidèles au capitalisme, voilà la tragédie du prolétariat, non seulement espagnol mais mondial. **Sans elles**, le système d'exploitation de l'homme par l'homme aurait disparu depuis longtemps dans les ténèbres de l'histoire » (idem, chap. 9, nous

28 . Chaque mot ou "concept" que nous avons souligné dans cette citation renvoie à une critique politique de principe que la Gauche communiste, surtout italienne, a portée au sein de l'Internationale, puis ensuite contre l'opportunisme trotskiste (par exemple contre les confusions introduites entre le mot d'ordre historique de "dictature du prolétariat" et celui de "gouvernement ouvrier" à partir du 3^e congrès). Malheureusement, nous ne pouvons les aborder, pas même les relever, dans le cadre de cette lettre.

29 . Sans parler de l'incroyable "sur-estimation" de la situation et des véritables forces et dynamique du prolétariat lui-même dans les années 1930... alors même qu'il était incapable de faire surgir un groupe ou parti communiste, même extrêmement minoritaire, conséquent et capable a minima de s'orienter dans les événements. Mais c'est une autre question : celle du rapport entre le parti et la classe.

souignons). Certes, cette déclaration est en cohérence avec la position trotskiste du Programme de transition selon laquelle « *la crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat* ». Mais surtout, elle révèle une *idéalisée* de lutte des classes qui n'a rien de réel. En effet, comment un militant communiste, a fortiori bien sûr un groupe ou encore le parti communiste, censé être guidé par le matérialisme historique, le marxisme et sa conception de la lutte des classes, peut-il concevoir, croire, pire encore imaginer, espérer, souhaiter, rêver, fantasmer que la bourgeoisie puisse ne pas utiliser toutes ses armes politiques, et surtout les plus puissantes, c'est-à-dire ses forces politiques de gauche tels les partis socialistes, contre le prolétariat ? Et finalement se lamenter et regretter que la lutte des classes soit... la lutte des classes, c'est-à-dire avant tout une lutte politique ? Et cela après la vague révolutionnaire de 1917-1923 et l'échec sanglant de l'insurrection ouvrière en 1919 à Berlin, les assassinats de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht par le parti socialiste allemand au pouvoir ? Comment un courant révolutionnaire conséquent, ou un parti, peut-il s'étonner et pleurnicher sur le fait que le parti socialiste **bourgeois**, donc contre-révolutionnaire, ne favorise pas la voie vers l'unité prolétarienne et la révolution ? Et même la sabote et assassine les ouvriers ? Il est une autre *tragédie*, théorique et politique : celle-là même de Munis et des militants sincères de l'Opposition de gauche de cette époque devant la faillite complète et sanglante de leur tactique du front unique.

La position sur le front unique que Munis défend en 1943 est clairement opposée à celle de la Gauche communiste, particulièrement celle de la Gauche italienne. Nous ne pouvons revenir ici sur le combat mené au sein même de l'IC **dès 1920** contre la tactique du front unique. Nous renvoyons aux Thèses de Rome du PC d'Italie (1922) et aux Thèses de Lyon (1926)³⁰.

30 . Particulièrement aux points 33 à 36 pour celles de Rome et au chapitre "Questions de tactique jusqu'au 5^e congrès" pour les Thèses de Lyon. Si la gauche italienne utilisa aussi alors le concept de "front unique", il avait une tout autre signification politique ce que les Thèses de Lyon explicitent très clairement. La gauche germano-hollandaise s'est aussi élevée, elle aussi dès 1920, contre la tactique, naissante, du front unique. *La lettre ouverte à Lénine* de Gorter et *World Revolution and Communist Tactics* d'Anton Pannekoek (*Révolution mondiale et tactique communiste*, non disponible sur internet en français) en sont les principaux textes. Si les deux, surtout le deuxième, peuvent partager quelques arguments particuliers avec la Gauche italienne, leur critique de la nouvelle tactique de l'IC, leur compréhension fondamentale et leur positionnement se situent sur un autre terrain théorique et principal qui fait qu'ils commencent à ouvrir la porte à ce qui devint ensuite le *conseillisme* dans les années 1930. En particulier, parce que Gorter et, de manière moins caricaturale, Pannekoek font une distinction et opposent de manière métaphysique les *chefs et les masses, le parti et la masse de la classe*. Nous ne pouvons

Elles fournissent une cohérence théorique et politique qui, même en cas de désaccord et donc de combat contre elles, peut aider à la réflexion et à l'établissement d'une position et une compréhension cohérentes et approfondies. Nous vous invitons à les discuter entre vous et à élaborer une critique systématique de ces thèses, du moins dans leur partie sur le front unique et du mot d'ordre de "gouvernement ouvrier" que l'IC substitua à celui de dictature du prolétariat.

Nous n'avons aucun doute à ce jour sur le fait qu'Emancipación et Nuevo Curso rejettent toute tactique de front unique. Les prises de position du blog de Nuevo Curso l'attestent sans nul doute. Mais n'en restent pas moins une contradiction et une question fondamentale auxquelles Emancipación est confronté : était-ce une tactique valable à utiliser dans les années 1930 comme Munis le défend encore en 1943-1945 ? Si la réponse est positive, alors il faut expliquer pourquoi la tactique du front unique n'est plus valable aujourd'hui. Ne serait-ce que pour assurer un minimum d'homogénéité et d'unité politique au sein d'Emancipación. Si la réponse est négative, alors une première brèche s'ouvre dans la construction historique établie par son congrès, prématurément selon nous et pour le moins artificielle au risque de devenir un dogme.

Éviter aujourd'hui la résolution, dans un sens ou dans l'autre, de cette question, la mettre sous le tapis, ne résoudrait pas la contradiction. Inévitablement, tôt ou tard, elle reviendra frapper violemment Emancipación et ses membres. Mais dans un moment et une situation qui ne pourront qu'être beaucoup plus difficiles, voire défavorables, pour sa solution.

Fraternellement, le GIGC, Le 15 novembre 2019.

PS. Nous avons l'intention de publier cette lettre dans notre prochaine revue en raison de l'intérêt général de ce débat selon nous. De plus, après la lecture de *Révolution ou Guerre #12* et la correspondance publiée, certains lecteurs nous ont déjà demandé si vous alliez nous répondre³¹. Bien entendu, nous pouvons également publier toute réponse susceptible d'encourager le débat et la confrontation sur ce sujet. Le prochain numéro sera publié en février...

développer ici.

31 . Note de la rédaction : à ce jour (janvier 2020), et bien que nous gardions des relations fraternelles étroites, les camarades d'Emancipación n'ont jamais répondu à notre proposition de débat public. Nous le regrettons. Mais sans doute est-ce dû à une autre conception du débat et de la confrontation politiques, voire du combat pour le parti, comme moment de la clarification politique générale dans le camp prolétarien, dans le *parti en devenir*.

La CWO, *Kommunist* de 1918 et la période de transition

Notre article, *La fraction Boukharine à rebours de la Gauche communiste*³², à propos de la revue *Kommunist* publié dans le numéro 13 de notre revue *Révolution ou Guerre* semble avoir provoqué plusieurs réactions de la part des lecteurs. Il se voulait en fait être une critique détaillée des positions de la revue *Kommunist* dans le but de montrer que ces positions n'appartiennent en aucun cas au patrimoine politique de la Gauche communiste, encore moins à sa tradition dite italienne. En effet, nous avons montré en quoi la Gauche italienne était tout à fait aux côtés de Lénine en 1918, et par conséquent contre les Boukharine, Radek, Ossinsky et consorts, autant sur la question de Brest-Litovsk que sur la question du capitalisme d'État. Et nous avons montré en quoi Lénine et la Gauche italienne avaient fondamentalement raison. Nous n'y revenons pas davantage ici, le lecteur peut toujours se référer à notre premier article qui se penche plus en détail sur la question. Si nous attaquons de front les thèses de *Kommunist*, c'est que tout un pan de la Gauche communiste actuelle reprend ou tend à reprendre ces thèses comme si elles faisaient partie intégrante du patrimoine politique de la gauche. La ligne éditoriale du collectif Smolny dans son édition intégrale de la revue est à cet effet assez édifiante et cela a été critiqué en son temps³³. De son côté la Communist Workers Organization (le groupe britannique de la TCI) a publié les articles de la revue *Kommunist* en traduction anglaise accompagnés d'introductions de son cru.

Ces introductions ont le mérite de revenir sur les difficultés concrètes et les problèmes politiques et théoriques auxquels le prolétariat et son parti, le parti bolchévique, se trouvaient confrontés de manière dramatique en Russie. Dès ses premiers jours, la dictature du prolétariat dût faire face à une économie déjà en ruine et dévastée par la guerre. Comment nourrir la population affamée³⁴ alors que l'économie était déjà en grande partie paralysée dans un pays isolé et alors que la guerre impérialiste mondiale continuait ses ravages? Ainsi, elles participent du débat et de la réflexion indispensables sur la période de transition du capitalisme au communisme.

Cependant, il faut relever qu'une grande partie de ces introductions tendent à faire des concessions aux positions politiques avancées par *Kommunist*, en particulier sur la question du capitalisme d'État en Russie, en présentant la fraction Boukharine, « *les communistes de gauche de 1918 [comme étant] parmi les plus clairs sur la marche des événements à la fois de la révolution en Russie et dans le monde en général, mais ils n'étaient pas en position d'influencer ces événements plus que quiconque. C'est là que réside la tragédie de la classe ouvrière* »³⁵. En ce sens, nous le répétons, ces positions sont en contradiction avec les positions historiques de toujours de la Gauche communiste d'Italie. Que la CWO, groupe britannique de la Tendance communiste internationaliste en ligne directe avec la Gauche italienne, défende des positions opposées à celle-ci n'est pas en soi un scandale, ni un crime de lèse-majesté d'ordre dogmatique. Mais cela exige de la part de la CWO, pour elle-même, pour la TCI et pour l'ensemble du camp prolétarien, de pousser sa réflexion et de mener un bilan critique des insuffisances qu'elle relèverait dans le positionnement historique de la Gauche d'Italie. Dans le cas contraire, rester dans le flou et la confusion politiques et théoriques, ne peut que mettre la TCI elle-même face à des contradictions politiques et théoriques, insurmontables à terme, tôt ou tard, et donc en danger face aux enjeux historiques qui arrivent.

La signature du traité de Brest-Litovsk a-t-elle "dilapidé" le prestige de la Révolution russe?

Bien que les camarades de la CWO semblent rejeter l'argument en faveur de la guerre révolutionnaire prôné par certains participants à *Kommunist* et accepter la nécessité de la signature du traité de Brest-Litovsk, ceux-ci ont une très curieuse appréciation de l'impact du traité sur la révolution mondiale. En effet, pour la CWO, « *la controverse autour de Brest-Litovsk était de savoir si l'obtention d'un répit temporaire pour la révolution en Russie se faisait au prix de l'affaiblissement de la révolution mondiale même dont dépendait l'avenir du socialisme. Aujourd'hui encore, il est difficile de dire si la signature du traité de Brest-Litovsk a effectivement "dilapidé" le capital international" de la révolution (...)* »³⁶. Au contraire des camarades, nous avons la certitude que Brest-Litovsk

32 . Groupe international de la Gauche communiste, *La fraction Boukharine de 1918 à rebours de la Gauche communiste*, <http://www.igcl.org/La-fraction-Boukharine-de-1918-a>

33 . Fraction de la Gauche communiste internationale, *La défense du caractère prolétarien de la révolution d'octobre est toujours une frontière de classe*, http://fractioncommuniste.org/fra/bci07/bci07_5.php

34 . « *En mars, les travailleurs de Petrograd recevaient une ration quotidienne de 1082 calories seulement (la norme était de 3600 calories). En avril, mai et juin, la ration tomba à 1013, 899 et 714 calories par jour* ». Ref. *The Bolsheviks in Power*, Alexander Rabinowitch, traduit de l'anglais par nous.

35 . Tendance Communiste Internationaliste, *Radek on the International Situation in Spring 1918*, <http://www.leftcom.org/en/articles/2017-04-02/radek-on-the-international-situation-in-spring-1918>. Toutes les citations de la CWO dans cet article sont traduites de l'anglais par nous.

36 . Tendance communiste internationaliste, *An Epitaph for the October Revolution?*, <http://www.leftcom.org/en/articles/2017-02-17/an-epitaph-for-the-october-revolution>. Nous soulignons.

n'a pas entamé le prestige de la Révolution russe au yeux des révolutionnaires de par le monde. N'est-ce pas justement le prestige de la Révolution russe qui impulsa la création de l'Internationale communiste à peine quelques mois après Brest-Litovsk? En fait, les militants de l'époque qui s'opposaient à Brest-Litovsk le faisaient parce qu'ils étaient étrangers au marxisme ou s'en éloignaient sensiblement. Fin de l'histoire. La position incertaine de la CWO est donc une première concession ou à tout le moins une position que l'on qualifierait de centriste.

De son côté, la position historique de la gauche dite italienne est claire depuis longtemps. *« L'avenir a donné raison à Lénine et tort à ceux qui jugeaient superficiellement qu'il fallait continuer la lutte contre l'Allemagne militariste, ne se souciant ni de ces considérations à longue portée programmatique ni de ces considérations pratiques (cette fois-ci coïncidant absolument avec les premières (...)). Le général Ludendorff a déclaré dans ses mémoires que l'effondrement du front allemand, après une série de victoires militaires incroyables de toutes parts, à un moment où la situation était techniquement bonne selon tous les rapports, était dû à des raisons morales, c'est-à-dire politiques : les soldats ne voulaient plus se battre. La politique ingénieusement révolutionnaire de Lénine, tout en parlant un langage de transactions protocolaires avec les délégués du Kaiser, a su trouver des moyens révolutionnaires pour réveiller, sous l'uniforme de l'automate-soldat allemand, le prolétaire exploité qui est conduit au massacre dans l'intérêt de ses oppresseurs »*³⁷.

Le capitalisme d'État, cause de l'échec de la révolution russe?

Mais Brest-Litovsk est en quelque sorte un sujet secondaire pour les rédacteurs de la revue *Kommunist*. En effet, si c'est sur ce point qu'ils se sont originellement unis, le fait qu'ils aient « perdu la bataille » et que les bolcheviks aient accepté le traité, a fait en sorte que les « communistes prolétariens » ont vite changé leur fusil d'épaule et choisi un autre champ de bataille : le capitalisme d'État. Sur cette question, il nous fut très surprenant de voir que les introductions de la CWO donnaient invariablement raison à Boukharine et Ossinsky contre Lénine, mais aussi contre la Gauche italienne dont elle se prétend la continuatrice : *« les communistes de gauche (...) ont été les premiers à soulever les dangers pour la révolution russe de finir par créer une nouvelle forme d'exploitation capitaliste »* ; *« son évolution [l'URSS] ultérieure vers un capitalisme d'État encore plus dirigiste, qui a continué à exploiter les travailleurs, a*

*justifié la position de Boukharine sur ce point jusqu'à nos jours »*³⁸.

En effet, pour la CWO, les pages de la revue *Kommunist* expliquent convenablement comment la Révolution russe a échoué. *« Le travail des communistes de gauche n'explique pas pourquoi la révolution russe a échoué (car cela était entièrement dû à son isolement), mais ils indiquent précisément comment elle a échoué, et en cela ils nous donnent des indications précieuses pour notre propre compréhension sur la manière dont l'émancipation future de l'humanité se produira »*³⁹. Cette séparation inusitée entre le « pourquoi » et le « comment » la Révolution russe a échoué introduite par la CWO mène à des concessions. Dès le début de la Révolution d'octobre, les *bolcheviks de droite*, Lénine en tête, auraient remplacé l'initiative des masses vers l'auto-organisation par un régime de capitalisme d'État, ce qui aurait orienté la Russie vers le capitalisme au lieu du socialisme, et ce dès 1918. Or, la réalité est bien plus compliquée que ce schéma simpliste emprunté à la tradition anarchiste laisse entendre. La CWO pose le problème d'une manière incorrecte. L'enjeu de la « politique intérieure » en Russie n'était pas : socialisme par l'activité des masses elle-même ou capitalisme d'État avec la remise en place du principe de direction unique des usines. Il s'agit là d'une vision centrée sur l'usine qui fut le fond de commerce des anarcho-syndicalistes. En réalité, malgré quelques centres industriels ultra-modernes, la Russie était essentiellement aux premiers balbutiements du capitalisme, ce qui implique que de larges pans de son économie étaient encore précapitalistes. Ainsi, face à la nécessité à la fois de maintenir la dictature du prolétariat en Russie dans l'attente de la révolution en Europe et de relancer un minimum une économie dévastée par les destructions de la guerre pour que les masses affamées puissent simplement manger, le dilemme posé aux bolchéviques en 1918 était davantage le suivant : parier sur l'économie précapitaliste parcellaire régnant largement en Russie ou sur les quelques secteurs, principalement industriels, hautement développés et centralisés? Considérant que la deuxième option est un prérequis pour la société communiste, le choix n'est pas dur à faire pour le militant communiste. Et quelle est la seule option pour développer et accélérer la socialisation des forces productives dans un pays arriéré - 85% de la population russe était paysanne - en attendant l'extension de révolution mondiale? Un capitalisme d'État assumé,

38 . Tendance communiste internationaliste, *Ossinski on Boukharin's Imperialism and the World Economy*, <http://www.leftcom.org/en/articles/2019-09-11/ossinsky-on-bukharin-s-imperialism-and-the-world-economy>

39 . Tendance communiste internationaliste, *The Formation of the Red Army 1918*, <https://www.leftcom.org/en/articles/2019-02-11/the-formation-of-the-red-army-1918>

37 . Amadeo Bordiga, *Prometeo*, #3, mars 1924, traduit de l'italien par nous.

contrôlé et centralisé autant que faire ce peut par la dictature de classe.

Comme Lénine le rappela fermement lors de la controverse, « *Boukharine est un économiste marxiste d'une excellente culture. Aussi s'est-il rappelé que Marx avait profondément raison quand il enseignait aux ouvriers combien il est important de conserver l'organisation de la grande production, précisément pour faciliter la transition au socialisme. (...) Si Boukharine s'est trompé, c'est parce qu'il n'a pas réfléchi aux particularités concrètes de la situation actuelle en Russie, situation exceptionnelle, précisément, du fait que nous nous trouvons, nous, prolétariat de Russie, en avance sur n'importe quelle Angleterre et n'importe quelle Allemagne par notre régime politique, par la force du pouvoir politique des ouvriers, et en même temps en retard par rapport au pays le plus arriéré d'Europe occidentale en ce qui concerne l'organisation d'un capitalisme d'Etat digne de ce nom, en ce qui concerne notre niveau culturel et le degré de notre préparation à l'"instauration" du socialisme dans le domaine de la production matérielle* »⁴⁰.

Si nous ne pouvons pas partager l'enthousiasme indéfectible de Trotsky, pour qui la dictature du prolétariat aurait pu tenir jusqu'à 50 ans en attendant l'extension de la révolution à d'autres parties du monde, il n'y a aucun doute que le pari des Lénine et Trotsky était tout à fait correct dans les conditions concrètes dramatiques d'alors. Le prolétariat à l'aide de son parti conquiert d'abord le pouvoir, instaure la dictature du prolétariat, lutte pour l'extension de la révolution au reste du monde et, en attendant que l'extension se réalise, essaie à la fois d'assurer le maintien a minima d'une activité économique permettant de manger et de préparer au mieux en Russie les conditions d'une socialisation encore largement inexistante comme bases de la future société communiste. Pour cela, ils essaient de pousser au développement et à la concentration des secteurs capitalistes les plus développés dans une Russie économiquement arriérée, ce qui prendra la forme d'un capitalisme d'État, la bourgeoisie et les patrons abandonnant les usines et fuyant le pays, contrôlé par la dictature du prolétariat. Le pari bolchévique était que le parti pouvait tenir temporairement, mais fermement, le cap révolutionnaire malgré l'isolement de la révolution. Et ils avaient raison, pour un certain temps à tout le moins. Mais contrairement à *Kommunist*, ce n'est pas le capitalisme d'État russe qui fut la cause du recul de la révolution dans le pays, mais

son isolement international.

Petit à petit, l'échec des tentatives révolutionnaires, en Allemagne en particulier, et le recul de la vague révolutionnaire internationale, la dictature du prolétariat isolée, dans une Russie anéantie par deux ans supplémentaire d'une guerre civile dévastatrice et dictée par les puissances impérialistes, avait les mains tout à fait liées du point de vue des possibilités de transformations sociales. « *En 1918, dans son étude sur le capitalisme d'État, Lénine avait repoussé les exagérations des extrêmes-gauchistes sur la portée réelle de la révolution russe par une analyse scientifique qui mettait à nu l'impossibilité d'obtenir de grands résultats à cause de l'état économique arriéré de la Russie* » (*Bilan* #18, revue de la Fraction italienne de la Gauche communiste, 1935⁴¹).

Les lois économiques fondamentales du capitalisme restaient toujours en vigueur, sauf à défendre la thèse stalinienne en germe du « socialisme en un seul pays » auxquelles certaines considérations de *Kommunist* et de cette soit-disant Gauche communiste de Boukharine ouvrent la porte lorsqu'elles critiquent le capitalisme d'État proné par Lénine dans les conditions russes de mars-avril 1918. Ossinski défend « *la dictature du prolétariat et la consolidation de sa base par la construction d'un socialisme prolétarien* »⁴² dans la Russie isolée de 1918. Les contradictions de classe liées au maintien du mode de production capitaliste, inévitable dans un pays isolé, a fortiori arriéré au point de vue capitaliste, ne pouvaient que s'exacerber jusqu'aux explosions, grèves et manifestations ouvrières, de 1921 et la révolte de Kronstadt. Face à cet isolement international, on a voulu répondre par des mesures volontaristes qui malheureusement trahissaient toujours davantage les principes jusqu'à la contre-révolution ouverte : front unique politique, gouvernement ouvrier, front populaire, socialisme dans un seul pays, participation à la guerre impérialiste. Il fallait à tout prix gagner le prolétariat international à la cause de la révolution mondiale et pour ce faire, on alla jusqu'à réintroduire des politiques sociaux-démocrates ou en tout cas d'alliance avec la social-démocratie. Là résida, par la suite, la véritable trahison.

L'auto-organisation est tout, le but n'est rien.

C'est là le nœud du problème avec *Kommunist*, et la CWO ne semble pas s'en apercevoir puisque les camarades semblent reprendre certains arguments en faveur de l'auto-organisation de *Kommunist en* réduisant la question à un simple problème de gestion

40 . Lénine, *Sur l'infantilisme "de gauche" et les idées petites-bourgeoises*, 5 mai 1918, <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/05/vil19180505.htm>

41 . Bilan, #18 *Parti-État-Internationale : L'État prolétarien*, http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=297

42 . Tendance communiste internationaliste, *Ossinski Demands for Clear Answers (April 1918)*, <https://www.leftcom.org/en/articles/2019-03-13/ossinsky-s-demand-for-clear-answers-april-1918>

des usines : « Ossinsky indique clairement que la seule solution au déclin de l'économie est de renforcer l'initiative des travailleurs et de leur permettre de gérer plus efficacement l'économie. Lénine était d'avis contraire. Si la révolution en Russie devait survivre jusqu'à ce que la révolution internationale lui vienne en aide, il faudrait alors restaurer les techniques de gestion capitalistes pour sauver l'économie. C'était sa réponse au cruel dilemme auquel était confronté le pouvoir soviétique en avril 1918. Ossinsky persista cependant dans sa croyance que Lénine avait partagée jusqu'alors. C'est pourquoi il termine en appelant à une implication encore plus grande des masses laborieuses dans la sphère économique : "La discussion de masse sur ces questions impliquera les travailleurs dans la construction du socialisme qui ne peut être réalisé que par les travailleurs eux-mêmes." »⁴³ Les mesures d'auto-organisation et d'auto-gestion mises de l'avant en 1918 n'étaient que des beaux principes qui ne prenaient pas en compte la réalité, c'est-à-dire qu'ils ne prenaient pas en compte les conditions matérielles nécessaires à l'établissement d'une société communiste. Donc, Boukharine ou Ossinsky pouvaient bien protester qu'il fallait absolument que le prolétariat socialise la production lui-même, ces militants pourtant illustres ont oublié le temps d'un instant l'ABC du marxisme : c'est le capitalisme lui-même qui socialise la production, la centralise, qui élève la productivité sociale et qui rend possible la société communiste. Or, la Russie était encore loin de ce stade. Boukharine et ses amis ne faisaient au fond que mettre la charrue devant le bœuf, un peu à la manière des anarchistes.

Lénine, de son côté, avait clairement le but final en tête : la société communiste. Ce faisant, il comprenait que le monde dans son ensemble était dans une phase mûre pour la révolution même si certains pays, comme la Russie, n'étaient qu'à un stage très juvénile de capitalisme. En ayant toujours le but final en tête, il savait que le salut de la révolution résidait dans la seule extension mondiale de celle-ci, non pas dans la gestion étriquée des usines russes, que ce soit par des prolétaires ou non. Le problème avec la CWO est qu'elle prétend que les textes de *Kommunist* « nous donnent des indications précieuses pour notre propre compréhension sur la manière dont l'émancipation future de l'humanité se produira »⁴⁴. Pour nous au contraire, il est temps de ranger le principe abstrait et anarchisant d'auto-organisation au musée des curiosités historiques. Autant pour les opportunistes du début du 20^e siècle le mouvement était tout et le but n'existait pas, autant pour les opportunistes du 21^e siècle l'auto-organisation est tout et le but final leur est tout à fait inconnu !

« Le morcellement de la production, pour restituer aux molécules des usines ou du lopin de terre la "liberté de gestion" représenterait un formidable retour en arrière qui ne correspond nullement avec le programme du prolétariat. (...) La centralisation permet de régler l'ensemble de la production suivant des considérations à la fois économiques et politiques et, à cette fin, le seul organisme pouvant permettre au prolétariat ou aux groupes de celui-ci de dépasser la vision de la contingence, c'est seulement le parti de classe. Le problème de la nécessité du contrôle continu de la classe ouvrière et de la croissante adaptation des ouvriers dans la gestion de l'industrie et de l'économie, ce problème qui est, en définitive, la clef de la révolution, ne peut être résolu qu'au travers du parti... » (Bilan #19, 1935).

On le voit, les positions avancées par la fraction dite de Boukharine en 1918 préfigurent au mieux ce que seront dans les années 1930 les théorisations d'ordre conseillistes apôtres à la fois de l'autogestion et autoorganisation ouvrières à partir des usines et du rejet du caractère prolétarien de l'insurrection d'Octobre 1917 et de la Révolution russe. Au pire, elles finirent par contribuer à ouvrir la voie à la théorie stalinienne de la construction du socialisme dans un seul pays, la Russie.

Il n'en reste pas moins que, outre la question de l'indispensable extension internationale de la révolution, la Révolution russe nous fournit une expérience inestimable pour aborder sérieusement, « scientifiquement », certaines problématiques auxquelles le prolétariat et le parti communiste se trouveront inévitablement confrontés dès le début de la période de transition. Comme le souligne la CWO, et c'est là le mérite de ses introductions aux articles de *Kommunist*, « il y avait un décalage entre les intentions socialistes et les besoins de la survie économique face à l'épouvantable situation économique que le pouvoir des soviets avait hérité du Gouvernement provisoire [de Kerenski] »⁴⁵. Même si dans d'autres conditions objectivement et historiquement plus favorables, toute future dictature du prolétariat dans un seul pays, ou groupe de pays, se trouvera confrontée à la même problématique dans l'attente de l'extension internationale de la révolution. Voilà ce à quoi les communistes d'aujourd'hui doivent préparer le parti de demain. Mais ils ne peuvent y contribuer positivement qu'à la seule condition de faire leurs leçons et le cadre théoriques et politiques tirées de l'expérience russe... par la véritable Gauche communiste.

Robin, janvier 2020.

43 . Idem

44 . loc. cit.

45 . Tendance communiste internationaliste, *N. Ossinsky's Critique of State Capitalism in Russia*, <https://www.leftcom.org/en/articles/2017-09-08/n-ossinsky%E2%80%99s-critique-of-state-capitalism-in-russia>

Texte du mouvement ouvrier

La famille selon la conception marxiste (*Prometeo* #1, 1924)

Nous avons traduit ci-après un article de 1924 de la Gauche dite italienne sur la famille qui, indirectement, traite aussi de la question du féminisme d'aujourd'hui. En effet, les campagnes féministe et écologiste - que nous avons abordée dans le précédent numéro avec la reproduction de notre tract du 20 septembre 2019 (<http://igcl.org/Lutter-pour-sauver-la-planete-485>) - sont parmi les principaux vecteurs de l'idéologie bourgeoise pour détourner l'attention des prolétaires de la lutte de classe et les ramener sur le terrain du peuple, toutes classes mélangées et unies, et derrière l'État démocratique capitaliste. C'est-à-dire derrière la principale expression et le principal acteur de la destruction de la planète tout comme des divisions de genre, de sexe, de couleur, etc, au sein de la société. Et que seule la lutte collective et de classe du prolétariat peut faire reculer et finir par éteindre dans la mesure où elle se confronte à cet État et au capitalisme.

Nous attirons l'attention du lecteur sur la méthode, la méthode du matérialisme historique, ou "marxisme", que Prometeo utilise pour poser la question de la famille et, indirectement des différences entre l'homme et la femme au cours de l'histoire en fonction des rapports de classe. Et comment il s'oppose au matérialisme vulgaire que les défenseurs déjà gagnés par l'opportunisme qui s'emparait de l'Internationale communiste en 1924, utilisent pour montrer la supposée supériorité du "socialisme" dans l'URSS d'alors par rapport au capitalisme...

Pour tous ceux qui ont attendu impatiemment la publication, annoncée dans les journaux du parti communiste, de *La donna nella società comunista* [la femme dans la société communiste] de T. Luneidi et A. Faraggiana ⁴⁶, la lecture de la brochure fut une déception.

La bibliographie qui a servi de guide aux auteurs : Engels, Kant, Schopenhauer, Mantegazza, Vachter, Albert, Kollontai et surtout Bebel, à l'exception d'Engels et Kollontai, n'inspire pas trop confiance. Et "*surtout Bebel*", comme garant de l'interprétation marxiste du problème, nous laisse d'emblée perplexe et dans la crainte que le livre soit plutôt marqué par des concessions idéologiques d'ordre réformiste et petite bourgeoise que par une étude rigoureuse et une critique historico-matérialiste. Nous ne sommes pas non plus satisfaits avec la préface du Professeur Giovanni Sanna qui a voulu donné son aval au livre.

Et disons que même si nous pensons que la présentation technique de l'affaire, sa subdivision et sa proportion sont bien conçues, le traitement lui-même ne nous semble pas satisfaisant, surtout en ce qui concerne "Les femmes dans l'avenir".

Nous dirons aussi, pour la compréhension du lecteur, que le livre, dont nous traitons dans ces brèves notes, comporte trois parties essentielles : "La femme dans le passé, la femme dans le présent, la femme dans le futur". La première partie sur la condition de la femme dans l'Antiquité, pendant l'avènement du christianisme et au Moyen Âge est brièvement abordée d'un point de vue historique - bien sûr - mais pas *critico-historique*. La deuxième partie expose très bien les critiques de l'institution matrimoniale actuelle et de manière

convaincante la position inférieure des femmes dans la société bourgeoise et leur droit à lutter pour l'égalité avec les hommes dans leur condition d'individu et de citoyen. Enfin, la troisième partie, celle sur laquelle il y a la plus grande attente, s'efforce de montrer quelle sera la condition de la femme dans la société de l'avenir et quelle sera la famille future. Prenant comme point de départ quelques réalisations dans la Russie des soviets et des comparaisons qui sont sans doute avantageuses pour nos thèses, entre la famille bourgeoise des pays capitalistes et la famille dans l'État prolétarien russe, on présente quasiment comme notre finalité ce qu'est actuellement l'institution familiale en Russie.

« A ceux qui disent que nous voulons détruire la famille, nous disons : "Nous ne voulons pas détruire la famille, mais nous voulons que disparaissent l'hypocrisie, l'incompréhension et l'esprit d'intérêt qui dominant la plupart des familles bourgeoises, d'une part, et la misère et la délinquance qui sont surtout le fléau des familles prolétariennes ». Et plus loin : «... En conséquence, les unions fondées sur l'amour libre conduisent naturellement à la monogamie, qui marquera le plus grand progrès de l'amour au cours du temps. ». Ainsi s'expriment Luneidi et Faraggiana chez qui on peut voir le souci de démontrer que la famille actuelle est un tas de mensonges et d'intérêts, mais que la future famille sera par rapport l'actuelle ce que la société communiste sera par rapport à la société bourgeoise actuelle ; et, par conséquent, que l'intérêt même qui nous pousse à lutter pour la réalisation du régime communiste doit aussi nous pousser à lutter pour la réalisation d'une famille basée sur l'amour libre ; ou en d'autres termes la famille actuelle avec la variante inhérente à l'absence de liens civils et religieux et l'autre extérieure du nouvel

⁴⁶ . Nous n'avons trouvé aucune référence ou mention de ce livre et de ses auteurs sur le web (note de RouG).

environnement.

Or, nous nous serions attendus à ce que les auteurs aient répondu "*à ceux qui disent que nous voulons détruire la famille*" que ce n'est pas nous qui voulons la détruire, mais qu'en tant qu'institution contemporaine et dépendante du régime de la propriété privée sa raison cessera d'être lorsque sa cause aura disparu.

Tout d'abord, rappelons que la famille est basée sur un substrat physiologique et sur un substrat économique et non sur des principes éthiques indestructibles et éternels. Dire le contraire serait accepter la thèse des philosophes bourgeois et représenterait le renversement de nos principes, admettre que l'entité et les relations matérialistes dépendent des rapports idéalistes et non l'inverse : ce serait admettre que des raisons éthiques préexistantes ont créé une institution qui a son essence propre dans la réalité physiologique et économique. La nécessité essentielle de la perpétuation de l'espèce a été et sera le motif essentiel du couple, la forme économique de la société a donné et donnera la forme de cette union.

Pour le vérifier, il suffit d'examiner les différentes périodes historiques et nous y trouverons un élément constant d'union sexuelle qui, en fonction de l'évolution de la forme économique de la société privée, subit des changements, notamment dans la relation entre les époux, mais reste presque inchangée dans son ensemble, comme reste inchangée la base fondamentale de la société reposant sur le principe de la propriété privée individuelle. Un principe économique en était la raison principale ; celui de la division du travail : pour les hommes, le travail hors du toit domestique, pour les femmes, les travaux ménagers ; les deux emplois sont intégrés, et tant que cette intégration se poursuivra, la famille reposera aussi sur ses fondations. Mais lorsque la motivation économique de la famille s'affaiblit, celle-ci aussi perd sa cohésion. En fait, nous voyons sous nos yeux que dans les couches de la population où le fondement économique de la famille est resté plus homogène, seule la famille continue dans ses formes traditionnelles de fidélité conjugale et de sainteté dans les relations entre ses membres. Parmi les paysans pour qui le clocher et la petite maison sont l'héritage de la vie et du travail sans véritables changements, là la division du travail est bien définie et constante : pour le père labourer ou tailler l'olivier sacré, pour la mère au sein rempli donner à manger au nourrisson, puis conduire les moutons en chantonnant la *villanella*⁴⁷ ; là, la famille n'a pas subi trop de changements au cours des siècles. Dans la petite bourgeoisie, où l'économie familiale est basée sur le salaire ou sur le revenu plus ou moins constant du mari ou sur les intérêts ou les fruits des

biens plus ou moins rares de la femme, la division du travail est bien définie et ne peut être modifiée ; la famille reste donc inchangée dans ses formes traditionnelles de sentiments, d'honneur et d'aspirations. Si, d'autre part, nous entrons dans l'étude de la famille telle qu'elle est dans les couches de la population qui ont subi les changements les plus profonds depuis l'avènement et la consolidation du capitalisme, nous observons que la famille n'existe presque plus que de nom chez les magnats du capital et les prolétaires. En effet, dans le cas des premiers, pour lesquels le mariage est un contrat initié et perfectionné en dehors de la volonté des parties, la vie familiale des deux époux est une libre exposition des besoins individuels, et l'éducation des enfants est confiée aux bonnes ou gouvernantes, puis aux collèges. Là la famille n'existe que pour le passage légitime du nom, de la propriété et éventuellement du blason. Au sein du prolétariat, même si nous excluons les couches du prolétariat où la délinquance et la prostitution sont la vie quotidienne, parmi les travailleurs qui, sans distinction de sexe, sont recrutés pour l'exploitation dans les grands ateliers, les usines ou les mines, la famille est réduite à la cohabitation de ses membres, et encore pas toujours. Là on ne parle pas de nid familial, de l'éducation des enfants etc. Certains lecteurs incrédules se demandent, ou se soucient d'observer à quoi se réduisent les liens sacrés d'une famille dont le père est à l'étranger, errant d'atelier en atelier, la mère tourmentée par les mille besoins de la vie et les enfants abandonnés à eux-mêmes.

La forme sociale que prend l'union sexuelle dépend des formes économiques en vigueur et la forme actuelle de la famille dépend étroitement du régime de la propriété privée.

Ainsi, sans crainte de sortir des sentiers battus ou d'être des prophètes de mauvais augure, il nous semble légitime d'affirmer qu'avec l'abolition de la propriété privée, la famille finira par disparaître. Dans une société où les moyens de production seront collectivisés et où la production satisfera les besoins de tous, où la femme aura acquis une égalité totale de droits et de devoirs avec l'homme et où entretenir la maison ne sera plus le travail d'un seul sexe, mais d'une catégorie de personnes des deux sexes, la famille n'aura plus aucune raison d'être. Il ne s'agira pas non plus de l'abandon douloureux d'une conquête, d'un patrimoine d'affections familiales et de traditions, mais cela se produira naturellement parce que cela correspondra à la plus grande convenance de tous. Le communisme n'est pas - comme l'insinuent stupidement ou malicieusement les adversaires et *amis* - une réduction de l'individualité humaine par la formation d'individus et des consciences d'un seul moule ; au contraire, il représente la libération de toutes les chaînes actuelles

47 . La *Villanella* est une poésie pastorale d'origine italienne, ndt.

imposées à l'expression de l'individualité de la majorité des hommes et à la réalisation maximale de la personnalité de chacun compatible avec les besoins des autres. Il s'ensuit donc que si la famille et son existence s'avèrent - par hypothèse - dépendre de la volonté des hommes, plutôt que des besoins économiques de la société, alors ceux-ci dans leur totalité ou même partiellement pourront la maintenir en vie si cela leur convient.

Nous ne voulons donc pas détruire la famille, mais nous disons seulement qu'elle s'éteindra car ses causes disparaîtront et que, par conséquent, les individus n'en ressentiront plus le besoin car ayant adopté d'autres formes de relations. Quelles seront ces formes, comment les besoins physiologiques seront-ils satisfaits et comment s'inscriront-ils dans le cadre du niveau de vie modifié de la société communiste, quels seront les aspects définitifs et quelles seront les solutions finales du problème de l'éducation des enfants, ne nous semblent pas être des choses auxquelles nous devons répondre pour pouvoir soutenir notre thèse.

Nous voulons faire une dernière observation pour ceux pour qui il peut sembler même cynique de considérer les plus grands sentiments familiaux, pour lesquels mille sacrifices sont faits en silence chaque jour, comme des besoins économiques qui leur sont souvent sacrifiés. Les sentiments et les attaches familiales sont certainement des réalités incontournables de la psyché humaine, et en tant que telles, ils sont aussi des facteurs décisifs de nos actions. Il convient cependant de considérer qu'une recherche scientifique sereine, exempte de rhétorique et de sophisme, relève indéniablement la primauté et donc la fonction de cause à effet des éléments matérialistes par rapport aux éléments idéalistes. Ceux-ci, à leur tour, peuvent être les raisons des variations matérialistes en tant que réalités dérivées, et apparaître encore plus importants que leur cause ; mais en distinguant toutes les causes des effets et leurs multiples interférences, nous pourrions toujours remonter à une cause primaire

d'essence matérialiste et, de loin, plus forte et plus importante que l'élément matériel qui a été modifié par un mobile idéal qui, pris en soi et comme cause première, peut aussi paraître moins fort et moins important. Nous aurons donc aussi une période de transition, pendant laquelle l'institution familiale se maintiendra en vie, même si les causes économiques matérielles ont de fait disparu, par tradition et inertie jusqu'à ce que leur force vive, précisément les sentiments et les attaches familiales, finisse par s'éteindre. En d'autres termes, nous aurons une période au cours de laquelle des éléments d'ordre idéaliste soutiendront des états de fait, apparaissant ainsi encore comme plus importants et plus forts que leur cause ; mais il s'agit essentiellement de la persistance de la force et de l'importance de la cause première, de nature matérialiste à travers des éléments causaux, mais dérivés de ceux-ci.

En conclusion, il ne nous semble pas que, même pour les besoins de la propagande, il s'agisse de s'opposer en soi - souvent de manière pas très heureuse. Il faut donner une version exacte du réel ; la vérité doit toujours être dite sans voile ni déformation, elle s'impose plus facilement.

De la part de Luneidi et de Faraggiana, on se serait attendu non pas à l'affirmation que la future famille sera infiniment meilleure que celle d'aujourd'hui, tout comme la société communiste sera infiniment meilleure que la société capitaliste ; mais purement et simplement à la démonstration de la concordance de l'institution familiale avec la propriété privée et du déclin inévitable de la première avec la disparition de la seconde.

Ils seraient arrivés à cette conclusion s'ils avaient pris Marx, Boukarine, Pokrowski, etc. comme guide pour aborder cette question, puisque "Kant, Schopenhauer Mantegazza, Vachter, Albert et surtout Bebel", si je ne m'abuse, ne sont pas interprètes les plus heureux de la doctrine marxiste.

Ugo Girone (*Prometeo* #1, janvier 1924, traduit par RG)

Les bases sociales de la question féminine, Alexandra Kollontaï, 1909

*« Tandis que pour les féministes, la réalisation de l'égalité des droits avec les hommes dans le cadre du monde capitaliste représente une fin concrète et suffisante en soi, l'égalité des droits n'est, pour la travailleuse, qu'un moyen de porter la lutte contre l'asservissement économique de la classe ouvrière. **Les féministes voient les hommes comme leur principal ennemi**, puisque les hommes ont injustement gardé pour eux tous les droits et privilèges, ne laissant aux femmes que des chaînes et des devoirs. Pour eux, une victoire n'est remportée que lorsqu'une prérogative autrefois réservée au sexe masculin est concédée au « beau sexe ». **Les travailleuses, les femmes prolétaires, ont une autre attitude. Elles ne voient pas l'homme comme leur ennemi, leur oppresseur ; au contraire, elles pensent que les hommes sont leurs camarades**, qu'ils partagent avec elles les corvées quotidiennes, et luttent avec elles pour un avenir meilleur. Les femmes et leurs camarades masculins sont asservis dans les mêmes conditions sociales ; les mêmes chaînes honnies du capitalisme oppriment leur volonté et les privent des joies et des charmes de la vie »*

NOS POSITIONS

• Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

• La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

• Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

• Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

• Toutes les idéologies nationalistes, d'" indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

• Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

• Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis " ouvriers ", " socialistes ", " communiste " (les ex- communistes " aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

• Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

• Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les

comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

• Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

• La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

• La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

• L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

• La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

• L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

• Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

• Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.